



HAL
open science

L'Espagne 1960-1990

Thierry Koskas, Nathalie Homobono

► **To cite this version:**

Thierry Koskas, Nathalie Homobono. L'Espagne 1960-1990. Sciences de l'ingénieur [physics]. 1990. hal-01909812

HAL Id: hal-01909812

<https://minesparis-psl.hal.science/hal-01909812>

Submitted on 31 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Consultation
sur place



**L'ESPAGNE 1960-1990
OU
LES LEÇONS DE
30 ANS DE
REVOLUTION
ECONOMIQUE**

Thierry KOSKAS

Nathalie HOMOBONO

Ingénieurs des Mines

SOMMAIRE

INTRODUCTION

- *DE L'URGENCE DE S'INTERESSER A L'ESPAGNE* 4

I-IL N'Y A PAS DE MIRACLE ESPAGNOL 6

- *DES RESULTATS BRILLANTS MAIS
COMPARABLES A CEUX DES VOISINS.* 7

- *LE MIRACLE: UNE QUESTION D'IMAGE* 12

II-30 ANNEES D'HISTOIRE ECONOMIQUE 16

- *ANNEES 60: UN DEVELOPPEMENT
IMPRESSIONNANT ET ORIGINAL,
RESPONSABLE DE LA GRAVE CRISE DES
ANNEES 70.* 20

- *ANNEES 80: DE NOUVELLES SOLUTIONS, DE
NOMBREUSES FAIBLESSES.* 29

III-UN AVENIR INCERTAIN 36

- *L'AVENIR:VERS UN NOUVEAU MODELE DE
DEVELOPPEMENT* 37

- *DES AMBITIONS SANS LES MOYENS
CORRESPONDANTS* 39

- *L'ESPAGNE DE DEMAIN: UNE VASTE
INCERTITUDE* 40

IV-LES LEÇONS DE L'EXPERIENCE ESPAGNOLE 43

- *UNE EXPERIENCE ORIGINALE MAIS UTILE* 44

- *DE NOMBREUX ENSEIGNEMENTS: LES LEÇONS* 46

ANNEXES 61

- *LISTE DES PERSONNES RENCONTREES* 62

- *BIBLIOGRAPHIE* 66

- *LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
EN CASTILLE-LEON* 69

- *QUELQUES DONNEES CHIFFREES* 72

- *QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE "INVESTISSEURS
ETRANGERS"* 80

REMERCIEMENTS

M. P.-N. GIRAUD, notre “pilote”, a assuré la direction et le suivi de nos travaux de manière efficace et constante. Il a su à chaque étape, trouver l'idée, l'orientation qui allait permettre à l'étude de s'enrichir, de partir vers de nouvelles pistes.

MM. MORRONDO, de la “Gerencia” de FASA RENAULT, et **REINA**, de la “Dirección de Planificación” ont géré, avec un dévouement sans égal, l'ensemble de la partie espagnole de nos travaux, nous permettant de réaliser de multiples entrevues, nous facilitant l'accès à la documentation adéquate, etc.

LA REGIE RENAULT, ATOCHEM ont pris en charge l'indispensable soutien financier du mémoire

LES PERSONNALITES RENCONTREES, dont il serait trop long de citer ici la totalité, ont toutes apporté avec enthousiasme, parfois sans concession, une contribution utile à nos travaux. Notamment **M. J. ALVEZ**, journaliste aux Echos, a mis à notre disposition son carnet d'adresses; **M. R. TAMAMES**, économiste, a su nous donner une vision globale fort judicieuse de l'Espagne.

M. J. LEVY nous a permis d'entrer en contact avec l'équipe dirigeante de l'Ecole des Mines de Madrid.

Que tous trouvent ici l'expression de notre reconnaissance enthousiaste, pour le dévouement, l'amabilité, l'efficacité qu'ils auront déployés au service de notre travail.

INTRODUCTION

DE L'URGENCE DE S'INTERESSER A L'ESPAGNE

Depuis 30 ans l'Espagne connaît des bouleversements considérables qui ont pu faire parler de "miracle" économique. L'analyse des résultats permet de nuancer un tel enthousiasme, qui s'explique par une méconnaissance profonde du pays. L'analyse de 30 ans d'histoire économique montre l'originalité des solutions mises en oeuvre, mais également comment chaque période de développement donne naissance à une période de crise. En particulier, l'avenir de l'Espagne, à moyen terme, semble pour le moins incertain. De l'ensemble de l'expérience espagnole, il est tentant de tirer des leçons que l'on souhaite utiles.

Il y a trente ans, l'Espagne vivait sous un régime dictatorial, et pratiquait une politique d'autarcie, qui menait son économie à la catastrophe. Aujourd'hui, nous voilà face à une économie en pleine croissance, totalement ouverte sur l'étranger, dans un contexte démocratique dans lequel nous pourrions facilement nous reconnaître.

Peu de pays auront vécu, ces dernières années un bouleversement aussi rapide. Face à l'extrême intensité des progrès enregistrés sur le plan économique, on a rapidement parlé de "miracle espagnol".

Bien entendu on ne saurait se contenter d'une telle explication; d'autant qu'il est séduisant d'imaginer que la compréhension de l'expérience espagnole permettrait de dégager un certain nombre de leçons quant à l'évolution d'une économie fermée vers une économie de marché, thème ô combien d'actualité...

Mais avant même de tirer des leçons, et même de comprendre les changements intervenus, il convient de *se demander si les résultats obtenus justifient réellement le qualificatif de miracle*. Nous montrerons à travers quelques comparaisons internationales, que les résultats sont certes brillants, mais tout à fait comparables à ce que l'on peut observer ailleurs. *Si l'on a parlé de miracle, c'est essentiellement parce qu'on a mal suivi l'évolution d'un pays dont on découvre brutalement qu'il ne*

correspond plus du tout à l'idée que l'on en avait; il s'agit donc essentiellement d'un problème d'image.

Ainsi nous nous proposons dans une première partie de nuancer et de démystifier ce fameux miracle. Celà ne nous empêchera pas, dans une seconde partie de décrire et d'expliquer l'évolution vécue par l'économie espagnole depuis 30 ans. Nous montrerons:

- d'une part, que dans les années 60, *l'Espagne a vécu un développement impressionnant et original, mais qui porte la responsabilité de l'extrême gravité de la crise qu'elle dût subir dans les années 70.*

- d'autre part, comment ont été mises en place dans les années 80 de *nouvelles solutions, qui permettent certes au pays de connaître une nouvelle phase de développement mais qui génère des faiblesses graves, qui compromettent l'avenir du pays.*

Nous nous lancerons justement, dans une troisième partie, dans une tentative de prospective à moyen terme. Le mode de développement vécu pendant les années 80 touche à sa fin. *L'Espagne doit aujourd'hui afficher de nouvelles ambitions, mais les faiblesses générées ces dernières années ne lui permettront pas d'en avoir les moyens.*

On perçoit combien l'expérience espagnole peut être riche d'enseignements: des résultats brillants quoique parfois très déséquilibrés, des solutions originales, et surtout des erreurs ou négligences qui font qu'une phase de développement brillant donne naissance à une période difficile. *C'est pourquoi nous avons conçu le projet - peut être ambitieux - de dégager un certain nombre de leçons dont on aimerait à penser qu'elles pourront inspirer un jour les divers bouleversements que notre monde vit aujourd'hui.*

I

**IL N'Y A PAS DE MIRACLE
ESPAGNOL**

LES CHIFFRES

DES RESULTATS BRILLANTS MAIS COMPARABLES A D'AUTRES

Les observateurs économiques ont appelé "miracle" deux périodes de l'histoire économique récente de l'Espagne : la première correspond au démarrage économique du pays dans les années 60 et la seconde à la reprise de la croissance à partir de 1985.

Cette notion de miracle, relative par essence, appelle des comparaisons internationales. Ces dernières permettront de séparer ce qu'il peut y avoir de "miraculeux" dans l'essor économique de l'Espagne au cours de ces deux périodes, de ce qui est en fait la réalité chiffrée du dynamisme espagnol dans les années 60 aussi bien que depuis le milieu des années 80.

L'examen des données macroéconomiques du pays révèle, en effet, que les résultats, pour brillants qu'ils soient, sont comparables à ceux d'autres pays du globe.

Nous allons étudier successivement les statistiques de l'OCDE correspondant à la décennie 1960-1970, véritable tournant dans le développement économique de l'Espagne, et celles qui caractérisent le redémarrage de la croissance espagnole depuis 1985.

LES ANNEES 60

Les valeurs du PIB en 1960 et 1970, qui figurent dans le tableau 1, montrent que la croissance économique espagnole a été bien supérieure à celle de ses voisins européens durant cette période. Le Japon néanmoins enregistre au cours de cette décennie une croissance sensiblement supérieure à celle de l'Espagne.

tableau 1 : PRODUIT INTERIEUR BRUT

	1960	1970	70/60
FRANCE	60,1*	140,9	x 2,3
ITALIE	37,2	100,6	x 2,7
ESPAGNE	11,4	36,8	x 3,2
JAPON	44,1	203,7	x 4,6

MOYENNE PAYS EUROPEENS DE L'OCDE : x 2,3

source : OCDE * : en milliards de dollars, aux prix et taux de changes courants

Les chiffres des tableaux suivants montrent la faible présence espagnole sur la scène économique mondiale : les exportations et les importations espagnoles n'excèdent pas en volume celles de pays beaucoup plus petits (en superficie comme en population) tels que l'Autriche ou la Finlande. Cette faiblesse en volume des échanges internationaux de l'Espagne traduit l'échec relatif de la politique d'ouverture du pays au cours de cette période.

Le retard de consommation des espagnols, qu'illustre le tableau 4, sera à partir du début des années 80 un puissant moteur de la croissance du pays. En effet, l'attrait que présente un marché de 38 millions d'habitants, avides de consommer, et de tempérament cigale plutôt que fourni, sera décisif pour les investisseurs étrangers de la péninsule ibérique.

tableau 2 : EXPORTATIONS

	1960	1970	70/60
FRANCE	9,0*	23,0	x 2,6
ITALIE	5,2	17,9	x 3,4
ESPAGNE	1,2	5,0	x 4,2
JAPON	4,8	22,0	x 4,6
AUTRICHE	1,5	4,5	x 3,0
FINLANDE	1,1	2,8	x 2,5

MOYENNE PAYS EUROPEENS DE L'OCDE : x 2,6

source : OCDE * : en milliards de dollars, aux prix et taux de changes courants

tableau 3 : IMPORTATIONS

	1960	1970	70/60
FRANCE	7,7*	22,3	x 2,9
ITALIE	5,3	17,3	x 3,3
ESPAGNE	0,9	5,3	x 5,9
JAPON	4,6	19,4	x 4,2
AUTRICHE	1,6	4,4	x 2,8
FINLANDE	1,2	2,9	x 2,4

MOYENNE PAYS EUROPEENS DE L'OCDE : x 2,6

source : OCDE * : en milliards de dollars, aux prix et taux de changes courants

Le bilan chiffré de ces dix années montre donc une croissance plus forte en Espagne que dans les autres pays européens de l'OCDE, mais ne justifie pas complètement le terme de miracle employé pour désigner le démarrage économique du pays.

tableau 4 : CONSOMMATION FINALE PRIVEE

	1960	1970	70/60
FRANCE	37,2*	84,5	x 2,3
ITALIE	23,3	63,0	x 2,7
ESPAGNE	8,2	25,0	x 3,0
JAPON	26,0	106,5	x 4,1

MOYENNE PAYS EUROPEENS DE L'OCDE : x 2,2

source : OCDE * : en milliards de dollars, aux prix et taux de changes courants

LE MILIEU DES ANNEES 80

Comme au cours des années 60, les données macroéconomiques traduisent une croissance plus forte en Espagne que chez nombre de ses voisins depuis 1985, mais l'Italie et le Japon en 4 ans ont progressé plus vite que l'Espagne. Toutefois, on constate que depuis 1987, la croissance espagnole dépasse largement la moyenne européenne, ce que confirment les prévisions pour les deux ou trois années à venir.

Les échanges commerciaux ont, quant à eux, considérablement augmenté, provoquant du même coup un lourd déficit de la balance commerciale espagnole. La croissance des importations s'explique notamment par l'acquisition de la part des entreprises espagnoles de technologie (brevets ou licences) et d'équipement industriel. Les exportations, si elles ont sensiblement augmenté, n'ont pas suivi le rythme des importations. Ceci souligne la relative faiblesse des industries espagnoles par rapport à leurs concurrentes.

tableau 5 : PIB EN 1985 ET 1988

	1985	1988	88/85
JAPON	1328,0*	2841,3	x 2,14
FRANCE	510,3	944,8	x 1,85
ITALIE	358,7	820,2	x 2,29
ESPAGNE	164,3	339,4	x 2,07

source : OCDE * : en milliards de dollars, aux prix et taux de change courants

tableau 6 : CROISSANCE REELLE DU PNB

	1987	1988	1989 estimation
JAPON	4,30 %*	5,75 %	4,50 %
FRANCE	2,30 %	3,50 %	3,00 %
ITALIE	3,10 %	3,75 %	3,50 %
ESPAGNE	5,50 %	5,00 %	4,50 %
OCDE EUROPE	2,80 %	3,50 %	3,00 %

source : OCDE * : variation en pourcentage par rapport à l'année précédente

Selon les experts du service de la prévision du Ministerio de Economia y Hacienda (Ministère des Finances espagnol), l'Espagne rattraperait le niveau moyen de ses partenaires de la CEE au plus tôt en 2013 et ceci dans l'hypothèse d'une croissance annuelle de l'Espagne d'un point supérieure à celle des pays de la Communauté. Les moins optimistes prévoient plutôt un rattrapage vers 2030.

Quoi qu'il en soit, à propos de l'évolution récente de l'Espagne, on ne peut pas non plus parler de miracle. Il reste donc à tenter d'interpréter cette notion de miracle d'une autre manière que par le biais de données chiffrées sur le pays.

LE MIRACLE

UNE QUESTION D'IMAGE

La question paraît pertinente dans la mesure où l'examen des chiffres n'a pas permis d'expliquer pourquoi à deux reprises les experts économiques ont appelé "miracle" des phases de développement de l'Espagne. Le miracle s'expliquerait-il donc par l'image que les observateurs ont eue de l'Espagne au cours des dernières décennies ?

Trois éléments principaux interviennent dans l'image que les étrangers se font de l'Espagne : tout d'abord le **contexte politique**, puis le **tourisme** et enfin l'**industrie**. Les trois n'auront pas nécessairement d'effet au cours des différentes périodes de développement du pays depuis 1945 mais l'image que chacun véhicule, incompatible avec les autres par nature, fait qu'ils s'excluent tour à tour pour donner de l'Espagne une vision partielle et déformée. Cette méconnaissance du pays ne date d'ailleurs pas de la seconde moitié de notre siècle.

Reprenons rapidement la chronologie espagnole depuis la fin de la seconde guerre mondiale afin d'étudier l'impact de ces trois éléments.

LA PENINSULE OUBLIEE

Malgré sa neutralité pendant le second conflit international, l'Espagne est mise en quarantaine à la fin de la guerre par les démocraties victorieuses. C'est ainsi que le pays sera exclu de l'ONU et ne bénéficiera pas du Plan Marshall. L'Espagne se referme sur elle-même et tombe alors dans l'oubli.

Ce n'est qu'en 1953 que l'Espagne reparait sur la scène internationale après la signature d'un accord de cession de bases militaires aux Etats-Unis sur le territoire espagnol. Avec le renforcement de la guerre froide, les Américains avaient en effet besoin d'alliés anti-soviétiques sûrs. Cette caution des Etats-Unis est ainsi le moyen pour l'Espagne d'entrer à l'UNESCO en 1952, de réintégrer l'ONU trois ans plus tard, d'adhérer au FMI et à la Banque Mondiale en 1958, et à l'OECE en 1959. Cet accord donnera confiance aux investisseurs étrangers.

Cette période illustre donc l'impossibilité du développement de l'économie espagnole sous la première période du régime franquiste. La dictature a donc été un écran qui a occulté le pays pendant près de dix ans et empêché son démarrage économique pendant cette période.

LA PENINSULE TOURISTIQUE

Au moment du démarrage économique, dans les années 1960, c'est paradoxalement l'essor du tourisme qui fait redécouvrir la péninsule ibérique, mais au grand public cette fois. L'image de l'Espagne est alors celle d'un pays très en retard par rapport à ses voisins, où l'on peut passer des vacances à bas prix. Cette image est évidemment difficile à associer à celle d'un pays en plein développement industriel.

De plus, la place de l'Espagne dans le commerce international étant très réduite (voir les tableaux 3 et 4), cela n'a pas non plus contribué à révéler l'image d'une Espagne économique. C'est le contraste entre un pays perçu uniquement comme lieu de tourisme de masse et la réalité économique des chiffres, connue après coup, qui suggère l'image du miracle.

LA PENINSULE CAHOTIQUE

Les difficultés liées à la transition politique et à la mise en place de la démocratie dans le pays sont l'élément qui va retenir l'attention des observateurs extérieurs à l'Espagne. Longtemps, les craintes persisteront quand à la capacité du jeune roi Juan-Carlos à être le garant de la toute jeune (également) monarchie constitutionnelle qui succède au régime franquiste. Le succès de la démocratie sera une victoire personnelle pour le monarque qui devient ainsi une célébrité au niveau international.

Cependant, de l'année 1973 - Franco meurt deux ans après - à l'avènement des socialistes en 1981, les questions économiques se placent au second plan des priorités gouvernementales, malgré les deux chocs pétroliers qui donnent un coup d'arrêt à l'économie espagnole. Le contexte politique s'oppose une nouvelle fois au développement économique du pays.

LA PENINSULE MEDIATIQUE

Le vedettariat attend néanmoins le pays avec l'avis favorable donné par la CEE à l'intégration de l'ensemble de la péninsule au sein de la Communauté : l'Espagne devient le pays des succès économiques possibles. Les investisseurs étrangers arrivent en masse dès le début des années 80 dans l'arène espagnole. L'image de pays économiquement fort va enfin se révéler, image renforcée par les bons résultats, enfin analysés, des années 60 et la nouvelle croissance du pays à partir du milieu des années 80.

L'équipe socialiste, au pouvoir ou à des postes importants de la vie économique depuis ces dix dernières années, a pris le temps de se former à l'étranger, principalement aux Etats-Unis. Cette mentalité d'ouverture à l'international sera décisive pour la mise en place de la nouvelle donne économique des années 80, fondée essentiellement sur l'appel aux capitaux étrangers.

LA PENINSULE VUE PAR UN FRANCAIS

“Jusqu'à ces derniers temps l'Espagne est restée presque entièrement en dehors du cercle des observations qui ont déjà fait connaître avec précision (...) la plus grande partie de l'Europe.”

“Les causes de notre ignorance sur l'histoire naturelle de l'Espagne sont faciles à apprécier : les circonstances politiques ne lui ont pas permis de prendre part au mouvement qui a été imprimé aux sciences depuis la fin du siècle dernier dans les autres contrées de l'Europe.”

“Depuis plus de dix ans l'Espagne s'est enfin arrêtée dans la voie rétrograde qu'elle suit avec une rare persévérance depuis l'époque déjà éloignée de sa grande prospérité.”

“Favorisée par des circonstances politiques dont je n'ai point ici à apprécier l'importance, l'industrie a encore été ici, comme dans beaucoup d'autres lieux, une cause puissante du progrès qui s'est manifesté **tout à coup** dans plusieurs branches de l'activité humaine.”

“Plusieurs hommes politiques distingués, bannis à la suite des événements politiques, avaient mis à profit leur séjour à l'étranger pour y étudier les sciences et les procédés de l'industrie ; la plupart d'entre eux

furent rappelés, et vinrent prouver à leur concitoyens qu'ils avaient su employer utilement pour leur pays les loisirs de l'exil."

Voilà de nombreux extraits de ce qu'écrivit Frédéric Le Play en 1833 à son retour d'Espagne, où il a effectué un périple de trois mois à travers la péninsule.

Les trois éléments que nous avons mis en avant pour interpréter la notion de "miracle espagnol" n'interviennent donc pas seulement depuis les récentes décennies, ils ont depuis fort longtemps joué un rôle clé dans la perception de l'Espagne par l'étranger.

II

30 ANS D'HISTOIRE ECONOMIQUE

PRELIMINAIRE

COMMENT EXPLIQUER L'ESPAGNE

Dans chacune des phases du développement de l'Espagne depuis 30 ans, le contexte politique, social joue un rôle essentiel. Il nous fallait donc trouver une grille de lecture permettant de rendre compte de ces liens ténus entre économie et société. C'est pourquoi nous avons fait appel à la théorie de la régulation, qui nous permettra de comprendre les périodes de croissance et les crises espagnoles.

Lorsqu'on s'intéresse à l'Economie espagnole, un certain nombre de questions se posent à brûle-pourpoint. Ainsi, comment l'Espagne a-t-elle pu se développer dans les années 60, dans un contexte dictatorial? Quels liens existe-t-il entre transition politique et changements économiques?

COMMENT ABORDER L'ESPAGNE ?

On aurait pu se contenter d'aborder l'Espagne d'un point de vue purement historique ou purement économique. Or l'originalité espagnole réside justement dans l'obtention de résultats économiques dans un contexte politique, social, institutionnel souvent contradictoire. Il nous fallait une grille de lecture combinant les deux aspects, et notamment rendant compte de l'influence du contexte institutionnel sur l'évolution économique. La théorie de la régulation fournit une bonne approche.

LA THEORIE DE LA REGULATION

Nous présentons ici la grille de lecture que nous allons mettre en oeuvre dans ce chapitre. Elle constitue une *libre interprétation* de la théorie de la régulation.

La théorie de la régulation est née de la volonté de rapprocher histoire et économie. En voici les principes; la théorie demeure aujourd'hui très discutée; elle est l'objet de nombreux travaux visant à l'améliorer.

La régulation constate qu'il existe au sein de toute société un certain nombre de **formes institutionnelles**; on distingue généralement:

• l'Etat, dont le rôle dans la vie économique est fondamental, qu'il soit direct (à travers le secteur nationalisé, les marchés publics), ou indirect (à travers son rôle de législateur).

• l'organisation de la concurrence: il s'agit des rapports entre les entreprises. Le système peut être concurrentiel, ou monopoliste.

• le rapport salarial, caractérise le rapport capital-travail en s'attachant aux critères suivants: les moyens de production, la division sociale et technique du travail, le revenu salarial, le mode de vie salarié; nous nous concentrerons, dans le cas de l'Espagne, sur les aspects sociaux.

Pour être concret, on a observé dans l'histoire récente des périodes où l'on qualifie le rapport salarial de "taylorien" (révolution au niveau des moyens de production, mais non suivie d'une pareille évolution du mode de vie), ou de fordien (lorsque les normes de consommation suivent la même évolution).

• la contrainte monétaire joue un rôle fondamental dans l'organisation commerciale, mais aussi à travers la convertibilité, dans les rapports avec l'étranger.

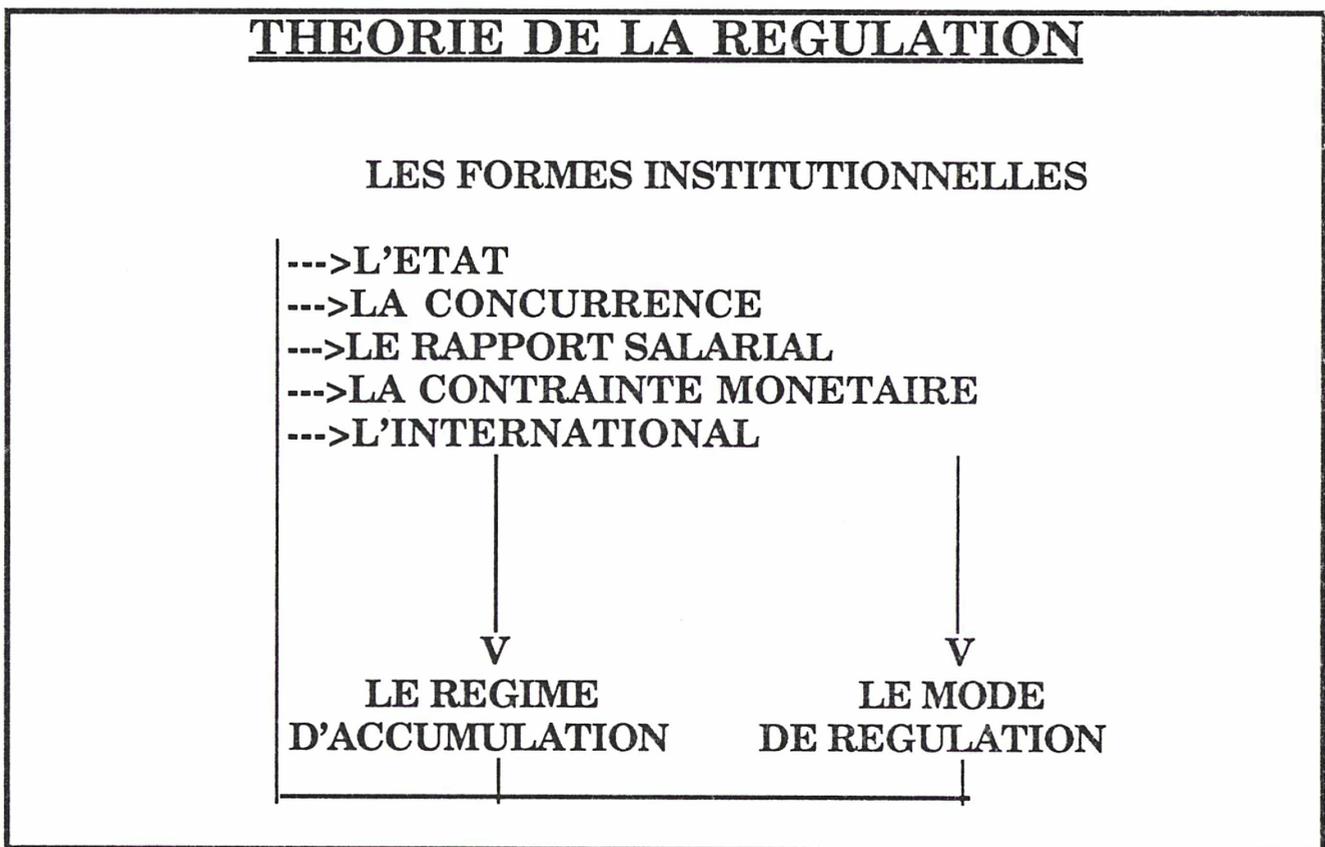
• les rapports avec l'étranger: la régulation suppose l'existence d'un "régime international". Chaque nation s'insère dans ce régime via ses relations industrielles et commerciales; elle peut le faire de multiples façons distinctes, au delà de la distinction simpliste entre autarcie et économie ouverte. Tout dépend de la nature, du volume des marchandises et capitaux échangés.

En *temps normal*, c'est-à-dire en dehors des périodes de crise, l'économie progresse, il y a *accumulation*. Quels secteurs progressent, comment évolue la demande, qui s'enrichit, qui s'appauvrit, la croissance peut prendre des formes variées: on parle ainsi d'un *régime d'accumulation*. Il dépend directement des diverses formes institutionnelles.

Par ailleurs alors que chaque individu possède des besoins, aspirations qui lui sont propres, on constate que par son comportement individuel il agit conformément au régime d'accumulation en vigueur. C'est qu'un certain nombre de contraintes, lois, règlements, ou simplement système de valeur, permet de réguler les comportements individuels pour les mettre en conformité avec le régime général. A travers toute une série d'instruments les formes institutionnelles concourent à l'existence d'un véritable *mode de régulation*. On insistera dans le cas espagnol sur les systèmes de valeurs.

Le système doit boucler; autrement dit, le régime d'accumulation, et le mode de régulation qui le sous-tend doivent permettre aux institutions de perdurer. Toute rupture de ce cercle vertueux constitue une crise. Celle-ci pourra affecter le mode de régulation qui peut alors connaître un renouvellement, ou affecter directement le régime d'accumulation. Mis à part ce type de crises, souvent d'une extrême gravité (on peut citer celle de 1973), il existe de façon plus ou moins permanente des "mini-crisis" dues simplement au nécessaire ajustement des formes institutionnelles avec la lente et régulière évolution de la société.

Ci-dessous nous représentons de manière schématique le fonctionnement d'une économie, selon notre interprétation de la théorie de la régulation. Ce schéma constitue la grille de lecture que nous allons appliquer à chacune des phases du développement espagnol, ce qui nous permettra de les caractériser, et d'en expliquer les ruptures.



ANNEES 60

UN DEVELOPPEMENT IMPRESSIONNANT, RESPONSABLE DE LA GRAVE CRISE DES ANNEES 70

Depuis son accession au pouvoir, Franco pratique un régime d'autarcie. Malgré quelques ouvertures, dans les années 50, l'économie atteint une situation de plus en plus critique, qui menace la pérennité du régime. Menacé, Franco accepte en 59 d'entamer une large réforme devant permettre la libéralisation et l'ouverture économiques. Cette évolution sera bientôt freinée sous la pression des lobbies économiques, et d'un système politique incompatible avec une économie de marché. Ainsi les années 60 connaissent un système qui tente de concilier l'indispensable ouverture et la pérennité de la dictature. Tout de même le pays connaît un développement impressionnant, mais qui génère des faiblesses responsables de l'acuité de la crise des années 70 en Espagne.

L'accession de Franco au pouvoir marque la mise en place d'un régime dictatorial. Isolée au plan international, l'Espagne vit en autarcie. Dans les années 50, l'Espagne tente quelques timides insertions dans le concert des nations: c'est d'abord l'accord conclu avec les Etats-Unis en 53, et qui prévoit l'octroi d'une aide américaine, contre l'installation de bases militaires sur le territoire espagnol. Ainsi l'on peut noter que c'est le contexte de guerre froide qui permet un accord qui marque la première reconnaissance internationale de l'Espagne. Suivront l'accession à l'ONU, puis au FMI.

C'est alors qu'en 1959, intervient un changement radical de politique économique: est en effet adopté le "Plan de Stabilisation", qui doit permettre à l'économie espagnole de devenir une véritable économie de marché, totalement insérée dans le concert des nations. Ce plan est mis au point par un groupe fort réduit de membres de l'Opus Dei, que l'on nommera "Technocrates".

Franco se résigne à un changement aussi radical car sa politique d'autarcie menait à la catastrophe un pays où le mécontentement commençait de se traduire dans la rue (manifestations étudiantes de 56).

Le régime cherche sa survie politique grâce à une réussite économique. Celle-ci passe nécessairement par l'ouverture au monde.

Avant d'examiner les changements intervenus dans les années 60, arrêtons-nous un instant sur la situation de départ, c'est-à-dire le système franquiste des années 50;

LE SYSTEME DES ANNEES 50

On ne saurait expliquer le système économique des années 50 sans s'arrêter quelques instants sur l'organisation sociale minutieusement mise en place par le régime, organisation que nous qualifierons de "système franquiste".

Au sommet se trouve Franco. Il s'appuie sur une *armée*, dont l'adhésion totale au régime a pour contrepartie la présence de nombreux officiers dans les administrations ou entreprises publiques, et sur une *Eglise* manipulée par le régime, mais y jouissant d'une extrême influence à travers la présence de ses membres dans l'appareil d'Etat, et l'Education (l'Eglise tiendra notamment un rôle décisif dans la formation des élites).

Le relai du régime au sein de la société civile est assuré par un certain nombre de *groupes financiers et industriels*. L'économie espagnole est largement dominée par un secteur bancaire très concentré (7 banques accordent 80% des crédits, et contrôlent entiers de l'économie). L'ensemble du système est aux mains d'une poignée de "conseillers" (moins de 1000) que l'on retrouve à la tête de la plupart des grandes banques et entreprises, véritable oligarchie financière qui jouera un rôle fondamental dans les années 60.

Les *classes moyennes* connaissent un développement impressionnant dans la période franquiste (l'effectif est multiplié par 4). Certaines d'entre elles explosent: les entrepreneurs, les fonctionnaires. C'est à partir des classes moyennes que se crée un nouveau groupe en charge des multiples institutions de contrôle de la société (syndicats, médias, parlements) et qui remplace la vieille aristocratie, comme épine dorsale du régime.

Les *ouvriers* de l'industrie (dont la population double pendant l'ère Franco) acquièrent dans les années 50 une véritable conscience de classe qui s'affirmera dans les années 60, à travers le développement de syndicats illégaux.

Le secteur des services connaîtra lui aussi une expansion formidable, et sera lui aussi l'objet de la même agitation politique que le secteur secondaire; toutefois on mettra à part les activités de tourisme qui resteront à l'écart de ces évolutions.

L'économie espagnole des années 50 fonctionne de manière autarcique, malgré les ouvertures déjà signalées. Appliquons notre grille de lecture:

ANNEES 50

ETAT

>Interventionnisme dans l'économie, à travers l'INI, le système bancaire, la fixation des prix.

RAPPORT SALARIAL

>Absence de syndicalisme libre

>Système ambigu: paternalisme/répression: les travailleurs ont une garantie d'emploi à condition qu'ils n'aient aucune velléité revendicatrice.

>Rigidité du marché du travail: les conditions de travail, les évolutions salariales sont fixées par l'Etat.

CONCURRENCE

>Inexistente: l'économie est aux mains de grands groupes financiers, dirigés par une aristocratie réduite.

LA CONTRAINTE MONETAIRE

>Laxisme monétaire total: la création monétaire n'est absolument pas contrôlée, le crédit est accordé sans limites: système inflationniste.

>Non convertibilité de la peseta

L'INTERNATIONAL

>L'autarcie; restriction des importations; quelques ouvertures dans les années 50.

REGIME D'ACCUMULATION

>Un développement totalement planifié; l'objectif consiste, en substituant la production nationale aux importations, à satisfaire les besoins du pays. Le développement s'effectue sans tenir compte des besoins réels du pays: les surplus sont exportés au rabais. L'industrie est certes protégée mais n'a pas les moyens de se développer (impossibilité d'importer les machines indispensables). Les secteurs traditionnels (les moins demandeurs en technologie) conservent un poids excessif dans l'économie. Les déséquilibres régionaux s'accroissent.

LE MODE DE REGULATION

La régulation est assurée par le "système franquiste": une organisation sociale extrêmement rigide. L'organisation du travail connaît un système paternaliste/répressif.

Le système en place dans les années 50 conduisait, on l'a dit, l'Espagne à l'échec économique. Si la pénurie avait pu être jugulée au début de la décennie, l'autarcie conduisait à l'inflation, au déficit extérieur, à l'incapacité d'assurer un développement économique équilibré. Tout de même il faut relativiser l'échec: entre 50 et 60 l'Espagne croît plus vite que la moyenne de ses voisins européens (7,2 contre 6% annuellement). Mais d'une part l'Espagne part de très bas, et d'autre part il convient d'accueillir ces chiffres avec une grande prudence, alors que les statistiques officielles n'existent pas encore. Les manifestations de 56, quant à elles constituent une réalité incontestable. On y entend des revendications d'ordre politique. Le régime, menacé, se résigne alors à l'ouverture économique. Après quelques tentatives en 57 et 58, c'est le Plan de Stabilisation de 59 qui initie le processus.

LE PLAN DE STABILISATION DE 1959

On a déjà évoqué dans quelles conditions est adopté ce Plan. Il contient le double objectif:

- d'assurer un développement économique interne équilibré
- d'intégrer l'économie espagnole dans le concert des nations.

Pour cela il comporte des mesures permettant de retrouver l'équilibre intérieur et extérieur

Pour rétablir l'équilibre intérieur, il fallait freiner les dépenses publique et privée, de façon à garantir la stabilité et la vérité des prix. Pour cela sont prises des mesures monétaires, concernant surtout l'encadrement du crédit.

Ces mesures participent également du second volet, consistant à établir l'équilibre extérieur: en effet, par l'encadrement du crédit se trouvent limitées les possibilités d'importations.

Pour rétablir l'équilibre extérieur: on libéralise la commercialisation de certains produits, on adopte un taux de change unique pour la Pta. Une importance nouvelle est accordée aux droits de douane (totalement occultés, auparavant, par les limitations d'importations. Diverses mesures sont adoptées, favorisant les investissements étrangers, alors que le pays s'ouvre au tourisme.

Seule mesure structurelle, la loi de 58 sur les conventions collectives doit assouplir les conditions d'évolution des conditions de travail et des rémunérations. Mais le marché du travail restera encore largement sous contrôle de l'état.

La première phase du plan est un succès: on note ainsi une stabilisation de l'inflation (l'inflation atteint 2% en 61, contre 3,3 en France, puis 4 contre 4,3 en 62); sous l'effet des mesures monétaires, l'excès de la demande est éliminé; jusqu'en 1961, on constate un ralentissement de l'activité économique, qui touche surtout les industries traditionnelles. Le chômage qui aurait dû en résulter est masqué par le flux d'émigration qui démarre dans les années 60.

Le coup d'arrêt donné à l'ouverture. Pour être totalement couronné de succès, le Plan de Stabilisation aurait dû être suivi d'autres réformes plus structurelles. En particulier, il aurait fallu:

- contenir l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie
- engager une profonde réforme du marché du travail, vers plus de souplesse (embauche, salaire, conditions de travail).
- engager une réforme du système bancaire, concentré et inefficace, et du système fiscal.
- casser l'organisation sociale de la société espagnole, ce que nous avons appelé le système franquiste, source d'immobilisme et d'entraves au développement économique.

L'ensemble de ces évolutions se révèle insupportable pour le pouvoir politique comme pour le lobby économique: elles eurent mis en cause les fondements même du régime. Les technocrates de l'Opus Dei se révélèrent incapables de poursuivre leur plan. Ils ont cru pouvoir pratiquer l'ouverture économique dans un contexte politique totalement contradictoire. Leur isolement politique (ils demeureront cantonnés aux ministères économiques) symbolise leur échec. De fait, à partir de 64, un coup d'arrêt est porté à l'ensemble du processus réformateur, à travers les Plans de Développement (ironie du langage). De façon concrète, ce coup d'arrêt se traduit par:

- l'abandon de la réduction prévue de certains droits de douane.
- diverses tentatives visant à limiter la libéralisation des exportations.
- l'arrêt de toute tentative de réforme structurelle (marché du travail, systèmes fiscal et bancaire).
- la poursuite de l'interventionnisme (autorisations d'activité, circuits privilégiés de crédit, subventions, fixations des prix et des salaires).

LE SYSTEME EN VIGUEUR DANS LES ANNEES 60

Le Plan de Stabilisation, les diverses entraves qui lui sont apportées sous les pressions politiques et économiques donnent naissance à un système

totallement biaisé que nous résumons ci-dessous; puis nous montrerons que les diverses faiblesses qu'il engendre provoquent la gravité de la crise espagnole des années 70.

ANNEES 60

ETAT

>poursuite de l'interventionnisme, à travers l'INI, les Banques, la fixation des prix et salaires.

RAPPORT SALARIAL

>un rapport salarial apparemment fordiste, car

- il y a accès à la société de consommation
- les salaires évoluent parallèlement à la productivité

>mais ce n'est qu'apparent, car

- le système paternaliste/répressif se poursuit
- la protection sociale demeure quasi-inexistente
- un chômage latent est totalement masqué par l'émigration (taux inférieur à 1,5% en 74, il passe à 7% en 75)
- l'augmentation des rémunérations est le fait de l'Etat qui ainsi, achète la paix sociale.

CONCURRENCE

>la concurrence interne demeure faible: l'économie reste aux mains des groupes financiers.

LA CONTRAINTE MONETAIRE

>un unique taux de change

>la politique monétaire reste expansive pour accompagner croissance et inflation. L'expansion connaîtra un coup d'arrêt, grâce à l'encadrement du crédit, en 66 et en 69, lorsque l'équilibre extérieur sera menacé. En dehors de ces périodes, la masse monétaire augmente de 20 % par an. C'est plus que la croissance réelle: le système financier est inefficace, la vitesse de circulation de la monnaie diminue.

L'INTERNATIONAL

>mise en place d'un système semi-ouvert. Maintien de forts droits de douane mais libéralisation du commerce de certaines marchandises.

>politique d'encouragement des investissements étrangers.

REGIME D'ACCUMULATION

>des ressources originales: le tourisme (couvre 80% du déficit commercial), l'émigration (1,5 Millions d'espagnols émigrent, à 80% dans des pays européens; les remises des émigrés couvrent de 20 à 40% du déficit commercial), les investissements étrangers (qui représentent 20% du déficit commercial).

>un développement orienté, vers le marché intérieur (en 75, 8% de la production est exportée, contre 20 % en France). On conserve la prééminence des secteurs traditionnels (les secteurs dits "critiques" pèsent 2 fois plus lourd dans l'économie espagnole que dans le reste de l'OCDE en 70). Pour les autres secteurs on fait appel aux investisseurs étrangers ou aux importations.

>Un système inflationniste (Inflation Esp/France: 63:7,8/5,8; 64:7,2/3,2; 65:9,5/2,8; 66:7,1/3)

>augmentation des déséquilibres régionaux.

LE MODE DE REGULATION

>le système franquiste perdure mais sous l'effet de l'accès à la consommation la société évolue; l'opposition émerge.

UN SYSTEME QUI GENERE LA CRISE DES ANNEES 70

Il est aisé de comprendre quelles sont les faiblesses générées par le système, et en quoi elles sont responsables de l'acuité de la crise des années 70 en Espagne.

- Les limitations néfastes du commerce extérieur: d'une part les entraves aux importations ralentissent le développement et permettent à une industrie obsolète et peu compétitive de perdurer. D'autre part, cette faiblesse entraîne à son tour la faiblesse des exportations, et finalement un déficit commercial constant (entre 5 et 7% du PIB jusqu'en 74).

- Une industrialisation mal orientée, soumise aux caprices d'un système financier aux mains de l'Etat. Par ailleurs, les difficultés rencontrées pour importer de la technologie, la nécessité de profiter de l'avantage du coût de main d'oeuvre pour exporter -malgré tout- une faible part de la production, incitent naturellement au développement prioritaire des industries traditionnelles, fortes consommatrices de main d'oeuvre.

Au total, l'Espagne a mis en oeuvre une politique qui l'amène au début des années 70, avec une industrie extrêmement vulnérable.

- Une industrie de plus en plus capitaliste et surendettée; la capitalisation est favorisée par des taux d'intérêt maintenus artificiellement très bas (les taux d'intérêt réels sont négatifs), et par le laxisme en matière de crédit: de fait les entreprises espagnoles parviennent à un niveau d'endettement qui dépasse celui de l'ensemble de ses voisins européens.

Par ailleurs un chômage latent est généré, masqué pour l'instant par l'émigration.

Là encore ces faiblesses se paieront durant la crise des années 70.

- Une politique monétaire laxiste; les autorités se révèlent incapables de pratiquer une politique visant au contrôle direct de la masse monétaire; au lieu de cela, elles pratiqueront à diverses reprises l'encadrement du crédit, et l'augmentation des taux de réserves obligatoires. Une des causes principales de ce laxisme réside dans la politique salariale du gouvernement. Malgré la loi de 58 sur les conventions collectives, le gouvernement intervient massivement pour fixer les augmentations salariales. Le syndicalisme clandestin se développe. La peur qu'il engendre chez les autorités leur fait pratiquer une politique consistant à accorder

des hausses de salaires correspondant à l'inflation constatée l'année précédente auquel on ajoute quelques points, système éminemment inflationniste. De fait l'Espagne se retrouve en 75 avec les coûts salariaux, proportionnellement les plus élevés de l'OCDE !

Lorsque survient la crise le gouvernement du régime franquiste n'osera pas modifier cette politique. La jeune démocratie commettra la même erreur (voir plus loin).

• Des déséquilibres régionaux qui s'accroissent: là encore les autorités se montrent incapables de mettre en oeuvre une politique régionale. Du reste elles n'en ont jamais eu l'intention, choisissant la solution de facilité consistant à développer les régions déjà prospères et équipées; c'est le cas de la Catalogne, qui jouit d'une longue tradition marchande, d'une excellente situation géographique, de la côte Cantabrique (du pays basque aux Asturies) riche de ses mines (charbon, fer, notamment) et des industries dérivées (sidérurgie), de Madrid dont le développement économique accompagne la montée en puissance politique.

Certaines régions sont l'objet d'un massif exode (Castille, Andalousie, Levant), vers les régions prospères (la Catalogne connaît un afflux massif d'Andalous), ou vers l'Etranger.

Les évolutions entamées à cette époque deviennent rapidement irréversibles, car les seuils critiques de densité de population permettant un développement des infrastructures à un coût raisonnable sont dépassés (la Castille a une densité de 25 h/km², de quelques unités seulement dans certaines de ses provinces, telles Avila, Soria qui a vu les 3/4 de sa population émigrer depuis 30 ans.).

• Un régime politique qui devient totalement contradictoire avec l'évolution de la société; alors que par le développement de l'économie espagnole, la population accède à l'économie de marché, le mode de régulation, fondé sur l'organisation sociale rigoureuse que l'on a déjà décrite, perdure. Le régime demeure extrêmement centralisé.

La jeune démocratie se trouvera confrontée à de multiples difficultés, dues à cet héritage politique. Elle devra assoir son autorité face à des institutions traditionnelles qui n'entendent pas être reléguées au rang qui leur était naturellement dévolu, faire face à l'ensemble des revendications, bridées pendant des dizaines d'années de dictature; en particulier, se posera à elle de manière immédiate le problème régional, exacerbé par un centralisme excessif, alors qu'il aurait dû concerner seulement la Catalogne et le Pays Basque.

• Une réponse désastreuse apportée à la crise: d'une part le régime franquiste moribond n'ose pas apporter les réponses adéquates à la crise: ainsi, à partir de 74 est pratiquée un politique de "compensation", consistant à maintenir artificiellement le prix de l'énergie, à substituer à la baisse de la demande extérieure, une croissance du marché intérieur...Les résultats ne se font pas attendre: déficit commercial, budgétaire, inflation galopante (20% entre 74 et 77).

D'autre part, la jeune démocratie à son tour hésite à traiter le problème; elle se débat dans les problèmes politiques, et déjà des voix s'élèvent pour clamer que "sous Franco, la situation était meilleure". Ainsi est menée en 76-77 une politique dite "permissive", qui maintient les hausses de salaire, l'inflation). Cette politique est abandonnée en 78, alors qu'on se décide enfin à prendre en compte la réalité de la crise.

• Des séquelles à plus long terme: des générations entières ont été marquées par l'époque franquiste; on note au sein de la société espagnole des clivages très nets entre les générations qui ont connu Franco, depuis la Guerre Civile, et les jeunes générations, pur produit de la démocratie espagnole. Les préoccupations, les valeurs, ont été totalement bouleversées.

Dès cette époque on fait l'économie d'une série de réformes structurelles, dont on percevra bien plus tard le caractère indispensable: on a parlé de politique régionale, mais on peut aussi évoquer le système éducatif qui conserve un caractère littéraire très marqué, avec un intérêt très réduit pour les carrières techniques, la protection sociale, quasi inexistente sous le régime franquiste (à preuve le doublement des dépenses sociales, par rapport au PIB entre 70 et 85, pour atteindre aujourd'hui moins de 60% du niveau français).

La crise aura marqué les esprits. Dans les années 70, l'objectif de l'ensemble d'une génération est d'accéder à la Fonction Publique, pour y trouver la sécurité de l'emploi. On n'hésite pas à parler dans les milieux industriels de "génération perdue".

ANNEES 80

DE NOUVELLES SOLUTIONS, DE NOMBREUSES FAIBLESSES

La politique d'ajustement menée à partir de 78, dont les étapes importantes sont les accords de la Moncloa (78), et les réformes engagées par le gouvernement socialiste (82), permet enfin à l'Espagne de répondre à la crise et de retrouver l'équilibre. Elle met alors en place un nouveau mode de développement, fondé sur un appel massif à la technologie et aux capitaux étrangers. Le modèle est original et a jusqu'alors donné de brillants résultats. Avant d'envisager les conséquences du développement actuel sur l'avenir, nous dresserons un bilan de la période actuelle, en montrant notamment les faiblesses qu'elle a générées.

L'Espagne effectue sa transition politique. Mais la crise économique risque de mettre en péril la jeune démocratie. Après les errements de la politique permissive suivie en 76-77 commence - enfin - en 78 une politique d'ajustement, fondée sur le consensus et qui prendra beaucoup plus de vigueur à partir de 82, non que de nouvelles idées ne fussent émises, mais les mêmes mesures seront appliquées par un gouvernement beaucoup plus fort dans un climat sans doute plus serein. L'économie est en très mauvaise posture, la traduction la plus flagrante est une inflation qui atteint, mi 77, 45% en tendance annuelle.

La politique d'ajustement se concrétise en 77 par les Pactes de la Moncloa, dont l'efficacité fut limitée par la faiblesse du gouvernement, et surtout par les mesures prises par le gouvernement socialiste en 82. Les composants sont identiques: il s'agit:

d'assainir l'économie

- par une politique monétaire visant enfin à limiter la croissance de la masse monétaire;

- par une politique budgétaire visant à contenir le déficit; mais sous l'effet du doublement des dépenses sociales (par rapport au PIB), le déficit se poursuit.

- par la définition d'un taux de change réaliste de la Pta.

- par une modification essentielle de la politique des revenus, consistant à se référer, lors des négociations salariales, à l'inflation prévue et non passée.

d'engager des réformes de fond

- **le système financier: la réforme pourtant indispensable, n'est pas abordée:** le réseau reste inefficace; la plupart des agences connaissent des sureffectifs. Elles effectuent des tâches primaires; les nouveaux produits financiers ne sont pas encore popularisés, les taux d'intérêt (qui atteignent 15% en 90, sur les comptes courants), permettent de compenser des frais de gestion très lourds et permettent aux banques de jouir d'une excellente rentabilité. Les seules évolutions notables sont d'une part la concentration du secteur, d'autre part l'autorisation (très progressive) des banques étrangères en Espagne, avec des limitations dans le nombre d'agences.

- **le marché du travail: on introduit plus de flexibilité** au niveau embauche, licenciement (est supprimée la nécessité d'autorisation préalable systématique de l'Etat. Cela dit l'Etat participe encore activement à la politique salariale.

d'entamer des réformes de structure. En 78, le problème n'est pas pris en compte. Ce n'est qu'en 82 que le gouvernement socialiste s'y attaque timidement; ainsi il met en place:

- un plan de reconversion industrielle
- un plan de rationalisation du secteur énergétique: mais on a à peine commencé en 1990; le secteur électrique, notamment reste très morcelé (il y a 16 grands producteurs d'électricité, plus une multitude de petits). On prévoit, pour les années à venir, une rationalisation partielle du secteur (regroupement en 3 compagnies)).
- un plan pour le secteur agricole.

Telles sont les mesures d'ajustement qui sont mises en place, d'abord en 78, puis en 82. Elles permettent le retour à l'équilibre:

- l'inflation est maîtrisée: l'écart avec la CEE, de 14% en 77, passe à 3 en 85.
- la masse monétaire est contrôlée: la croissance, de 20% en 77, tombe à 12 en 86.
- les coûts salariaux ralentissent leur progression, sous l'effet du
 consensus: l'écart de croissance des coûts salariaux avec la CEE, de 13% en 77, passe à 1% en 86.
- la balance des paiements retrouve l'équilibre.

LE MODE DE DEVELOPPEMENT MIS EN PLACE DANS LES ANNEES 80

Après le nécessaire ajustement, il fallait trouver un nouveau moteur pour l'économie; les autorités mettent en place un modèle original, qui consiste à utiliser le retard de l'économie espagnole pour attirer les étrangers, qui vont réellement tirer l'économie espagnole. La croissance que connaît l'Espagne depuis 85 ne saurait s'apprécier sans tenir compte de l'apport, en capital, en technologie, des investisseurs étrangers. Leur présence se manifeste à travers quelques chiffres significatifs:

- l'investissement étranger représente 15% de l'investissement total en 89
- l'investissement étranger est directement responsable de la création d'un emploi sur 3.

• certains secteurs de l'économie sont largement dominés par les étrangers (100% de l'automobile, 100% de la distribution par supermarchés, 50% du secteur des assurances).

• entre 88 et 89, l'investissement étranger a connu une progression de +60%, avec une concentration sur la Catalogne et Madrid, et un déplacement significatif vers le secteur des services (40% du total).

Voici comment fonctionne l'économie espagnole dans les années 80:

ANNEES 80

ETAT

>Jeune démocratie; état très décentralisé, fortement lié aux syndicats.

RAPPORT SALARIAL

>Rupture totale avec le système franquiste; légalisation du syndicalisme.

>Libéralisation du marché du travail (embauche, licenciement).

>négociations collectives (source d'inflation).

>introduction de la protection sociale.

CONCURRENCE

>Economie ouverte; certains secteurs sont encore protégés (banques).

LA CONTRAINTE MONETAIRE

>la masse monétaire est contrôlée

>système financier très concentré; les banques ont de nombreuses participations industrielles (niveau comparable à la RFA).

L'INTERNATIONAL

>Intégration à la CEE; la protection douanière dont bénéficie encore l'Espagne disparaîtra totalement en 92.

>Mesures d'incitation aux investissements étrangers.

REGIME D'ACCUMULATION

>Une économie tirée par les investissements étrangers; les autorités tirent partie du retard de l'économie espagnole et mettent en valeur les atouts du pays: marché neuf, encore protégé, main d'œuvre bon marché. Les firmes multinationales investissent massivement en Espagne.

>L'économie espagnole devient une économie de sous-traitance, à base de PME/PMI (on ne compte que 2300 "grandes" entreprises espagnoles).

>L'Espagne entre dans un processus de rattrapage; l'économie se tertiarise; les secteurs générateurs de croissance sont principalement la construction et les biens de consommation.

LE MODE DE REGULATION

>Bouleversement des valeurs chez les jeunes générations; société consumériste; rôle décroissant des institutions traditionnelles (Eglise, Armée).

BILAN: DES RESULTATS MAIS DES FAIBLESSES

Avant de nous interroger sur l'avenir du pays, il convient de dresser un bilan de la nouvelle phase de développement que connaît l'Espagne depuis le milieu des années 80. Les chiffres le montrent: l'Espagne connaît depuis 85 le plus fort taux de croissance des pays de la CEE (cf la première partie). Mais surtout le pays soutient aujourd'hui la comparaison avec ses voisins.

Cela dit une telle réussite ne saurait masquer les nombreuses faiblesses générées pendant cette période, et dont on verra plus tard quel impact elles peuvent avoir sur l'avenir.

• Le problème régional constitue une des grandes faiblesses du pays. Une décentralisation qui ne se justifiait que pour la Catalogne et le Pays Basque est mise en oeuvre pour l'ensemble de l'Espagne; les Autonomies sont instaurées, disposant de pouvoirs étendus; si certaines correspondent à des entités historiques (Catalogne, Pays Basque, Galice, etc), d'autres sont créées de toute pièce, telle la Communauté de Madrid. Aujourd'hui le système est loin d'être stabilisé: sur le plan politique, on observe d'une part l'émergence de revendications de type autonomiste, voire indépendantiste (Pays Basque), mais de manière générale, la nécessaire solidarité entre régions suscite rancœurs et jalousies. Sur le plan économique, les déséquilibres régionaux s'accroissent malgré une politique régionale visant à les réduire. Mais l'évolution, héritée du franquisme, prend souvent un caractère irréversible, et les compensations budgétaires sont l'objet de constantes réformes; par ailleurs la régionalisation a provoqué un alourdissement budgétaire marqué par l'embauche massive de fonctionnaires régionaux (un vaste dégraissage a été effectué, début 90, au sein de l'Administration de Galice), et par un dédoublement de certaines activités de l'Etat, au niveau national et régional (c'est par exemple le cas de la Sécurité Sociale). Enfin, le transfert de certaines activités aux régions est source d'incohérences (les programmes universitaires sont déterminés au niveau régional), et prive le Gouvernement d'une partie de ses moyens d'action, pour la mise en oeuvre d'une véritable politique régionale; chaque région agit selon ses propres moyens, ce qui renforce les déséquilibres entre des régions riches et expérimentées, dotées d'une forte conscience régionale (telle la Catalogne), et des régions plus pauvres et neuves qui tentent de faire aussi bien mais sans les mêmes moyens. On lira avec intérêt l'annexe consacrée à la politique régionale pratiquée dans une région de ce second type, la Castille-Leon.

En quoi le problème régional est-il lié au développement des années 80 ? C'est qu'en faisant massivement appel aux investissements étrangers, on a accentué les déséquilibres car ces investissements se sont d'abord portés sur les régions les plus favorables. Une telle tendance se poursuit (Madrid et la Catalogne concentrent 70% de l'investissement, le déclin du Pays Basque s'explique par la désaffectation du capital étranger, refroidi par "le problème basque"); pourtant le Gouvernement propose des aides massives pour toute installation dans une région défavorisée; une telle politique a porté quelques fruits (l'installation d'une usine de verre, en Andalousie, en 89, a donné lieu à une subvention qui atteint 50% de l'investissement total).

• Le retard accumulé dans les domaines des infrastructures: routes, téléphone (il y a 6 mois d'attente en moyenne pour disposer d'une ligne en Espagne, et 600 000 demandes sont en souffrance), aéroports (l'aéroport de Madrid atteindra un état de saturation d'ici 2 ans, les autres aéroports tiennent plus de l'aéroport de campagne que de l'aéroport international, y compris celui de Barcelone, sur lequel doit être investi l'équivalent de 700 Millions de Francs).

Le gouvernement a consacré toute son énergie au développement économique, à travers l'investissement étranger; il y était parvenu jusqu'alors sans être obligé de développer les infrastructures. En aurait-il eu les moyens il y a quelques années ?

• L'éducation, la formation, véritable pierre d'achoppement du régime, est marquée par un système éducatif de niveau très faible. La balance technologique espagnole est évidemment fort déficitaire (20% de couverture en 89); les relations université/entreprises sont quasi inexistantes, et les diplômés entrent dans la vie active sans avoir jamais cotoyé le milieu qu'ils intègrent. l'effort technologique demeure ridiculement faible: en 86, la part de la population active qui se consacre à des activités de R&D atteint 3%, contre 10% en France. Le pays consacre moins de 1% de la richesse nationale à la R&D, contre plus de 2% pour la France.

Cette faiblesse trouve ses origines dans le passé de l'Espagne (c'est sous la période franquiste le développement d'industries traditionnelles, peu consommatrices de technologie, un certain état d'esprit espagnol qui se désintéresse des aspects techniques et préfère copier, l'orientation traditionnellement littéraire du système éducatif), mais aussi dans la

période récente; en effet jusqu'à présent le mode de développement choisi a permis à l'Espagne de progresser sans avoir besoin de générer une technologie propre: les investisseurs amènent la leur, et assurent les transferts nécessaires auprès de leurs sous traitants. La situation des entreprises espagnoles (voir ci-dessous: des entreprises de petite taille, souvent familiales) ne leur donnent pas les moyens de développer une technologie propre; voilà donc quelques éléments qui expliquent l'extrême faiblesse de l'Espagne dans ce domaine essentiel. L'Etat espagnol, accaparé par d'autres problèmes plus immédiats, et certainement peu conscient de l'importance du domaine à moyen terme, a eu une attitude négligente dont on verra combien il risque plus tard de la payer. Depuis 2/3 ans cependant, une préoccupation nouvelle pour les aspects formation, et technologie est apparue; chez les entrepreneurs d'une part, qui sont bien conscients de l'importance du sujet, et chez le Gouvernement qui a mis en place une réforme du système universitaire ainsi qu'un plan d'aide à la Recherche. Mais les effets de tels initiatives n'apparaîtront qu'à moyen ou long terme.

• La situation de l'Industrie espagnole est marquée par le poids des PMI; on ne compte que 2300 grandes entreprises à capitaux espagnols, et la part des PMI dans l'économie (90% de la population active, et 99% du nombre des entreprises) est la plus élevée de la CEE. La taille moyenne est la plus faible.

Les entreprises espagnoles opèrent souvent dans un contexte familial; la prise de conscience de l'environnement concurrentiel est récente (2 à 3 ans): on avait auparavant gardé l'impression (plus ou moins justifiée) d'évoluer dans un marché protégé (l'Espagne conserve encore quelques avantages douaniers, qui devraient disparaître à l'horizon 92). De même la technique, les langues étrangères font une timide et tardive entrée dans les entreprises.

Enfin les entreprises espagnoles travaillent souvent en sous-traitance d'un client étranger et unique dans la plupart des cas; cette situation de dépendance est dangereuse: certaines entreprises se plaignent de l'évolution récente consistant pour les firmes multi-nationales, à faire appel à leur sous-traitant d'origine, y compris sur le territoire espagnol, au détriment des sous-traitants locaux, qui deviennent alors de simples prestataires de service contraints de mettre en avant leur unique avantage de coût; cette tendance, particulièrement sensible - comme on a pu le constater - dans le secteur automobile peut mettre en danger des pans entiers de l'économie espagnole.

Là encore les origines de la situation de l'entreprise espagnole sont diverses. On peut en effet invoquer la faiblesse traditionnelle du capitalisme espagnol: seules certaines régions ont une véritable tradition entrepreneuriale: le Pays Basque (grandes industries traditionnelles) la Catalogne (petites entreprises familiales). On préfère en Espagne des investissements plus spéculatifs et rémunérateurs. Par ailleurs l'Espagnol a une faible propension à épargner: la part des revenus consacrée à l'épargne est la plus faible de la CEE. Mais on pourra également souligner l'effet du développement des années 80. Le gouvernement, soit en vendant les quelques entreprises de grande taille existantes (notamment certaines activités de l'INI telles SEAT), soit en attirant sur le territoire de grandes unités étrangères, a favorisé l'évolution du paysage économique espagnol. Aujourd'hui on note des tentatives visant à inverser la tendance: la récente constitution, sous la houlette d'une de la seconde banque espagnole, le BANESTO, d'un groupe industriel et financier de taille européenne, est la plus spectaculaire.

Nous venons de dresser un bilan des faiblesses de l'économie espagnole en cette année 1990; certes on peut invoquer, on l'a vu à plusieurs reprises, des causes historiques; mais loin de corriger cette situation de fait, le développement des années 80 accentue au contraire les tendances et renforce certaines faiblesses. Avant de s'interroger sur l'avenir du pays, posons nous la question suivante ? Le Gouvernement espagnol avait-il d'autres possibilités ? Nous verrons dans la dernière partie ("Les Leçons") comment répondre à cette délicate question.

III

UN AVENIR INCERTAIN

L'AVENIR

VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT

L'Espagne a su utiliser certains atouts pour assurer son développement, grâce à une forte présence des investissements étrangers. Aujourd'hui cette étape touche à sa fin, pour diverses raisons. L'Espagne doit alors s'orienter vers un nouveau modèle qui consiste à faire jeu égal avec ses partenaires dans un contexte de compétitivité totale.

Nous avons montré comment l'Espagne a su mettre en avant certains atouts: un marché entièrement neuf, un coût de main d'oeuvre fort bas, des avantages fiscaux, pour attirer les investisseurs étrangers. Cette étape touche aujourd'hui à sa fin. Pourquoi ?

Les raisons sont variées;

- Des opportunités de marché moins nombreuses. Certes, les investisseurs étrangers entrevoient des possibilités de développement importantes, mais certains secteurs sont d'ores et déjà fermés, dans d'autres il ne reste plus que certaines opportunités au niveau du rachat de PME. Cette tendance se concrétise par un déplacement des investissements vers le secteur des services, où le caractère souvent embryonnaire des marchés permet d'envisager des taux de rentabilité plus élevés.

- Un coût de main d'oeuvre de moins en moins favorable. Dans certains secteurs, les cadres sont mieux rémunérés qu' en France. Par ailleurs les coûts salariaux augmentent systématiquement plus en Espagne que dans le reste de la CEE. (+2% chaque année depuis 84).

- La disparition progressive de certains avantages douaniers. L'Espagne dispose encore de certains avantages douaniers au sein de la CEE; ceux-ci devraient totalement disparaître en 92; de tels avantages constituaient clairement un atout en faveur de la production locale.

- De nouvelles opportunités pour les investisseurs étrangers. La période actuelle voit l'émergence de nouveaux marchés (on pense naturellement

aux pays de l'Est) ainsi que de nouvelles localisations pour fabriquer à moindre coût (ce sont bien entendu les pays cités ci-dessus, auxquels on peut ajouter le Portugal, la Grèce, voire le Maghreb).

Ainsi, même si à court terme le flux d'investissements étrangers se maintiendra, ne serait-ce parce que les projets lancés ces dernières années sont souvent pluriannuels, il n'est pas évident qu'il perdurera à moyen terme. Certains indices nous confirment cette présomption: la baisse sensible à partir de fin 89, de l'investissement spéculatif, et surtout (mais il s'agit là d'un élément très subjectif) la préoccupation de l'ensemble de nos interlocuteurs espagnols pour les événements des pays de l'Est.

L'Espagne va donc entrer dans un contexte de compétition totale (disparition des avantages douaniers), alors même qu'elle ne pourra plus compter sur sa faiblesse (marché, main d'oeuvre) pour assurer son développement. Il n'y a donc qu'une solution: entrer dans la cour des grands et jouer à armes égales avec ses partenaires.

L'Espagne doit donc envisager un nouveau mode de développement, plus endogène, et qui ferait beaucoup moins appel à l'extérieur. Une telle ambition est clairement affichée depuis 89 par les autorités; la question qui vient immédiatement à l'esprit est celle du réalisme d'une telle ambition.

DES AMBITIONS

SANS LES MOYENS CORRESPONDANTS

La réalisation des ambitions espagnoles exigent un certain nombre de moyens. Or l'essor des années 80 est porteur de faiblesses qui empêchent le pays de disposer des atouts nécessaires.

S'intégrer dans le concert des nations, concevoir un mode de développement propre, qui compterait beaucoup moins sur l'apport étranger, demande un certain nombre de moyens. Principalement c'est la situation du pays vis-à-vis de la technologie qui constitue le facteur déterminant. Le Japon a su passer d'une situation de "copieur" à la position de leader qu'il occupe aujourd'hui grâce à une maîtrise technologique de plus en plus complète, parfaitement relayée par un système éducatif performant, et notamment une intégration recherche/industrie. Le pays doit bien entendu disposer des moyens financiers de telles ambitions.

D'autres facteurs peuvent intervenir: le développement doit s'appuyer sur un espace économique performant et équilibré.

Nous venons de citer ci-dessus, et ce n'est pas un hasard les domaines où l'essor des années 80 a généré faiblesses et déséquilibres. Nous avons montré dans la partie précédente la faiblesse du système éducatif, sa relation très faible avec une industrie dont les caractéristiques (taille, capital, ...) ne lui donnent pas les moyens de générer sa propre technologie. Nous avons par ailleurs détaillé le retard pris dans le domaine des infrastructures, et les déséquilibres régionaux.

De manière générale, on pourrait se demander si l'Espagne a *vocation* à constituer un pays "technologique", ou si au contraire, elle n'est pas, par nature, destinée à trouver dans d'autres "recettes" les moyens de son développement. L'histoire pourrait étayer cette thèse. En effet on sait comment la révolution industrielle a échoué, au 19ème Siècle; l'état d'esprit espagnol, qui se contente de copier, est aujourd'hui encore couramment invoqué. Enfin nous verrons dans la partie suivante qu'aucun de nos interlocuteurs ne voit dans l'avenir une Espagne technologique.

L'ESPAGNE DE DEMAIN

UNE VASTE INCERTITUDE

L'ensemble des témoignages recueillis au cours de cette étude, auprès d'agents économiques, espagnols ou non, des Administrations centrales ou locales, d'hommes politiques également, ne permet pas de dégager une idée d'ensemble quant à l'avenir de l'Espagne; si tous partagent des préoccupations communes, aucun ne voit la même Espagne du futur. Deux constantes sont cependant apparues: d'une part, un certain optimisme, d'autre part, des doutes quant à la capacité de l'Espagne à réaliser les objectifs qu'elle s'est fixée.

Notre travail nous a donné l'occasion de rencontrer de nombreux acteurs de la vie économique et politique espagnole. A tous, nous leur avons demandé d'une part de nous donner leur interprétation du miracle espagnol, aussi bien dans les années 60 que dans les années 80, et d'autre part de formuler un diagnostic de la situation actuelle de l'Espagne, ainsi qu'un pronostic sur l'avenir du pays.

Concernant le miracle espagnol, l'interprétation qu'en font les divers intervenants est assez proche. C'est l'ouverture économique dans les années 60, et l'appel massif aux investissements étrangers dans les années 80. Si ce dernier aspect n'est contesté par personne (les chiffres sont assez parlants), les discours concernant les conséquences divergent. Pour les investisseurs présents sur le territoire espagnol, l'Espagne a clairement "vendu" son économie, perdant ainsi son autonomie; nos interlocuteurs espagnols récusent cette conception et invoquent systématiquement le contexte européen qui rend caduque tout raisonnement à l'échelle d'un pays; on évoque alors l'investissement *espagnol à l'étranger*.

Celà dit, un tel discours recèle une composante "politique" essentielle. En effet, les mêmes intervenants qui contestent la vente de l'économie espagnole à l'étranger, s'empressent de reconnaître que cela constituait la seule méthode pour assurer le développement du pays à court terme. Par ailleurs chacun nourrit des inquiétudes quant à la pérennité du flux d'investissement. Les agents économiques, tels les PMI, qui ne sont pas directement impliqués dans la vie politique, voient dans cet appel massif aux étrangers la marque d'un gouvernement opportuniste et qui cherche à parer au plus pressé sans prendre conscience des conséquences à moyen

terme. Enfin on notera que des voix s'élèvent dans la presse pour dénoncer la part trop grande du capital étranger dans certains secteurs (opinion formulée récemment dans "El Pais" par des hauts responsables du BBV, première banque espagnole). Pour finir, la tentative de création d'un gigantesque conglomérat industriel et financier sous la houlette du BANESTO constitue une traduction éclatante des préoccupations des autorités.

SUR LA SITUATION ACTUELLE

Le sentiment général qui ressort de nos entretiens est la prise de conscience du fait que l'Espagne se trouve aujourd'hui dans une phase de transition, et confrontée à de nouveaux défis.

• *au sein des entreprises espagnoles*, nous avons noté une préoccupation commune pour la technologie. Dans les PMI, notamment, on admet qu'une telle préoccupation est fort récente (3 à 4 ans). Celà rejoint la prise de conscience de l'environnement concurrentiel et la crainte de 1992, date à laquelle les avantages douaniers disparaîtront.

Les entreprises agissant en sous-traitance se disent inquiètes, au vu des tendances actuelles de leurs clients étrangers à faire appel à leur sous-traitant d'origine.

L'absence de liaison avec le milieu universitaire nous a été confirmée par tous.

• *pour les investisseurs étrangers* l'Espagne constitue aujourd'hui l'un des grands marchés qui offre encore de nombreuses potentialités de développement, servi par un appétit à consommer, une "illusion" face à la société de consommation, que l'on retrouve moins dans les autres pays occidentaux. On insiste sur la difficulté à recruter des compétences techniques, et pas seulement au niveau ingénieur.

SUR L'AVENIR

Le dynamisme actuel de la société espagnole amène l'ensemble de nos interlocuteurs à formuler un jugement optimiste sur l'avenir de l'Espagne, quels que soient les problèmes qu'ils puissent rencontrer dans leurs préoccupations quotidiennes. Celà dit on reconnaît que le phénomène de rattrapage engagé risque de prendre du temps (on cite avec humour la date fatidique de 2012, qui constitue le pronostic le plus favorable...).

On a clairement pris conscience de la nécessité de s'orienter vers de nouveaux modèles de développement: mais lequel ? Aucun de nos interlocuteurs ne voit une Espagne industrielle et technologique, qui pourrait lutter à armes égales avec ses partenaires européens. Elle n'en a pas la vocation. Les investisseurs étrangers, qui ont peut être une vision plus générale et distanciée de l'économie espagnole, parlent souvent d'une "Espagne des services", qui fonderait sa richesse sur le tourisme, mais aussi grâce à une décentralisation de certains services d'entreprises européennes vers le soleil espagnol (déjà, Bull a transféré en Espagne une grande partie de son secteur financier). En tout état de cause l'Espagne risque de se voir confrontée à de sérieux problèmes dans l'avenir. Les problèmes sociaux, régionaux pourraient prendre dans l'avenir une importance considérable, sous l'effet d'une aggravation des déséquilibres.

On trouvera en annexe le questionnaire qui nous a permis de recueillir l'opinion des investisseurs étrangers.

IV

**LES LEÇONS DE L'EXPERIENCE
ESPAGNOLE**

UNE EXPERIENCE ORIGINALE

MAIS UTILE

En 30 années l'économie espagnole est passée de la plus complète autarcie à une économie ouverte, qui à de nombreux égards peut être comparée à celle des voisins européens. La mise en oeuvre de solutions originales, dans un contexte politique particulier, fait de l'expérience espagnole une source de réflexions utile quant à l'accès à une économie de marché.

Bien entendu le cas espagnol ne saurait revêtir une portée universelle, notamment parce qu'il contient certaines particularités bien spécifiques. Cela ne nous empêchera pas de tenter d'en élargir la portée.

L'Espagne est l'objet depuis 30 ans d'une évolution qui l'a amenée, dans un premier temps à accéder à l'économie de marché, puis dans une seconde phase, une fois l'économie ouverte, à entamer un phénomène de rattrapage, qui se poursuit aujourd'hui. Nous avons tenté de décrire dans les pages précédentes quelles ont été les solutions mises en oeuvre, dans quel contexte, mais aussi quelles faiblesses a engendré cette formidable évolution. Face à une expérience aussi riche, on est naturellement tenté de dégager un certain nombre d'enseignements, que l'on souhaiterait le plus universels possible, d'autant que les événements des Pays de l'Est rendent fort utile toute évolution passée qui pourrait s'en rapprocher.

Voilà pourquoi nous souhaitons tirer un certain nombre de leçons de l'expérience espagnole; mais attention ! On ne saurait transposer l'expérience espagnole sans user de quelques précautions, car celle-ci revêt des particularités tout-à-fait spécifiques, que nous allons détailler plus bas. C'est donc plus en *extrapolant* cette expérience que nous saurons en dégager les enseignements utiles.

LES PARTICULARITES DU DEVELOPPEMENT ESPAGNOL

- *Le contexte politique*: l'évolution économique des années 60, bien loin de suivre une libéralisation politique préalable, doit plutôt servir au maintien d'un système politique dictatorial, complètement contradictoire avec toute

ouverture économique. On a vu quels effets pervers celà avait pu occasionner.

- *des ressources originales pour assurer et financer le développement*: ce sont en effet principalement le Tourisme, et l'émigration qui permettent de trouver les revenus nécessaires. L'émigration, notamment, a profité d'une conjoncture économique mondiale favorable (l'Europe a grand besoin de main d'oeuvre), et de plus elle permettra de masquer jusqu'à la Transition le chômage engendré par le développement, et qui aurait dû apparaître bien plus tôt.

- *un développement assuré dans un relatif calme social*: le problème social constitue certainement l'un des grands défis du développement et de l'accès d'une économie au marché; or dans le cas espagnol, cet aspect fut en grande partie "escamoté", principalement du fait d'un contexte politique particulier. En effet la présence d'un système répressif fort empêche, ou tout au moins freine les poussées revendicatrices. Tout de même, il existe une opposition émergente, marquée par la présence de syndicats et de partis clandestins. Pour désamorcer ces quelques poussées, et finalement sauver un régime de plus en plus contesté, les Autorités "achètent" la paix sociale, en pratiquant des hausses de salaire souvent déraisonnables.

Enfin, mais celà ne relève pas du contexte politique, l'absence de chômage, grâce à l'émigration, a certainement contribué à rendre le climat social apparemment calme.

- *Une évolution économique, oeuvre d'une poignée de technocrates*: c'est aussi l'un des caractères fort originaux de l'évolution de l'Espagne. C'est Franco qui impose à des autorités réticentes un changement économique, mis au point, et plus tard mis en oeuvre par une petite équipe de technocrates de l'Opus Dei (on compte peut être 10 à 20 personnages qui eurent une influence décisive quant à ce changement). Son isolement la confina aux ministères à vocation économique, et permettra les diverses entraves que l'ouverture des années 60 aura connus.

Ces quelques caractères rendent bien spécifique l'expérience espagnole, mais permettent, en les extrapolant d'en tirer aussi un certain nombre d'enseignements.

DE NOMBREUX ENSEIGNEMENTS

LES LEÇONS

De l'expérience espagnole, nous avons tiré les leçons suivantes, quant à l'accès d'une économie fermée à l'économie de marché:

- *Leçon 1: le changement économique doit être précédé d'une libéralisation politique.*
- *Leçon 2: le contexte international peut faciliter de manière décisive l'accès à l'économie de marché.*
- *Leçon 3: une question centrale: industries de main d'oeuvre ou industries capitalistiques?*
- *Leçon 4: du bon usage des investissements étrangers.*
- *Leçon 5: les réformes structurelles, condition sine qua non d'un développement durable.*
- *Leçon 6: mettre en oeuvre une politique régionale ou risquer la décohésion de la société.*
- *Leçon 7: obtenir le consensus, économiquement ou politiquement.*
- *Leçon 8: des atouts a priori marginaux peuvent avoir un impact décisif.*
- *Leçon 9: patience...*

LEÇON 1

LE CHANGEMENT ECONOMIQUE DOIT ETRE PRECEDE D'UNE LIBERALISATION POLITIQUE

Comme nous l'avons signalé plus haut, l'ouverture économique de l'Espagne ne s'inscrit pas dans un mouvement de libéralisation politique qui l'aurait précédée, mais bien au contraire, doit permettre à une dictature de perdurer. Le contexte politique aura alors des effets négatifs, tant sur l'évolution économique elle-même que sur les réactions de l'étranger.

Au niveau économique, le régime franquiste a provoqué plusieurs entraves au développement de l'Espagne, comme le montre la deuxième partie de ce rapport. L'économie de marché se révèle, en effet, rapidement incompatible avec les fondements du régime. C'est pourquoi le développement qui se met en place à cette époque sera incomplet. Le marché n'assure pas son rôle de régulateur de l'économie : les plans de production établis pour l'industrie lourde, le maintien des barrières douanières sont autant d'obstacles à la concurrence. Les agents économiques principaux, qui continuent à soutenir le régime, s'opposent à la mise en place des structures indispensables à la libéralisation de l'économie.

C'est avant que ne s'engage le mouvement de libéralisation de l'économie que l'on note l'influence néfaste du contexte politique sur les réactions de l'étranger. Comme on l'a rappelé dans la première partie, les vainqueurs de la seconde guerre mondiale mettent l'Espagne en quarantaine, alors que le pays est resté neutre. Les conséquences économiques ne se font pas attendre : l'Espagne ne bénéficiera pas des aides prévues par le plan Marshall. Ce n'est qu'à la suite des accords signés avec les États-Unis en 1953 que ce bannissement politico-économique va cesser.

Quelle leçon tirer d'une telle expérience? Il est clair que toute tentative d'ouverture économique doit être précédée d'un mouvement de libéralisation politique, au risque de parvenir à une contradiction extrêmement dommageable, à cette évolution économique, tant directement, que de manière détournée, à travers les réactions de l'étranger.

Deux événements récents mettent en relief l'impact des réactions étrangères : en raison de la répression actuelle en Roumanie, les pays membres de la CEE ont décidé de geler l'accord économique passé entre la Communauté et le nouveau gouvernement roumain. Par ailleurs, la France menace certains pays africains, qui comptent sur l'aide française,

d'y cesser toute coopération si leur régime démocratique s'y voyait menacé.

LECON 2

LE CONTEXTE INTERNATIONAL PEUT FACILITER DE MANIERE DECISIVE L'ACCES A UNE ECONOMIE DE MARCHÉ

L'expérience espagnole montre que le contexte international, tant économique que politique, peut influencer de manière favorable l'accès à une économie de marché.

Le contexte économique international des années 60 a eu des conséquences très bénéfiques. L'essor économique de nombreux pays d'Europe a permis non seulement le développement du tourisme de masse, principale source de revenu pour l'Espagne dans les années 60, mais encore l'absorption de la forte émigration espagnole vers les pays voisins, tels que la France et l'Allemagne. Cette situation a eu un double effet : le rapatriement dans la péninsule des revenus des émigrés a fourni une partie importante des capitaux disponibles pour soutenir le démarrage économique du pays ; en outre, l'Espagne ne connaîtra pas au cours de cette période les difficultés de résorption du chômage (qu'elle connaît aujourd'hui). Par ailleurs, l'installation de nombreuses firmes multinationales s'est vue facilitée par leur bonne santé financière (dans les années 60 ou à partir de 84), leur permettant d'assumer une politique d'expansion à laquelle elles avaient dû renoncer durant la crise.

Le contexte politique interviendra également au bénéfice de l'Espagne. Le démarrage de la guerre froide impose aux Etats-Unis des alliances anti-communistes sûres sur le continent européen. Le régime franquiste offrant de telles garanties, un accord pour l'implantation de bases militaires sur le territoire espagnol est signé avec les Etats-Unis en septembre 1953. La contrepartie financière de cet accord est considérable : les Américains accordent à l'Espagne un milliard de dollars d'aide. Cette caution de la Démocratie américaine encourage, par ailleurs, américains, et étrangers plus généralement, à venir investir sur le sol espagnol, ce qui fournit au pays sa troisième source de revenus dans les années 60. Les retombées politiques sont importantes également : le pays revient sur la scène internationale et le régime paraît plus respectable.

Quelle leçon tirer de cette expérience? C'est l'influence décisive du contexte international, et pas seulement au niveau économique. L'aspect politique tient une place considérable avec laquelle il faut savoir jouer. Les événements récents des Pays de l'Est nous en fournissent des exemples marquants: on voit par exemple combien les pays "satellites" bénéficient d'un crédit politique positif - depuis le vaste mouvement de libéralisation politique initié fin 89 - et qui se traduit concrètement par la création de la BERD. Mais le contexte international peut parfois avoir des effets plus

indirects: l'aide accordée en Juillet 90 par la RFA à l'URSS ne peut elle pas s'expliquer part le fait que le processus de réunification de l'Allemagne ne peut s'affranchir de l'assentiment de l'union soviétique?

LECON 3

UNE QUESTION CENTRALE : INDUSTRIES DE MAIN D'OEUVRE OU INDUSTRIES CAPITALISTIQUES ?

Dans les années 60, l'Espagne fonde son essor sur le développement d'industries traditionnelles fortement consommatrices de main d'oeuvre, car elle ne dispose ni ne peut générer la technologie nécessaire au développement d'industries plus capitalistiques, de telles industries lui donnent un avantage comparatif à l'exportation (coût salariaux) et enfin elle doit s'accomoder d'une faiblesse traditionnelle du capitalisme espagnol, qui investit très peu. Les produits issus d'industries plus capitalistiques viennent soit de l'importation, soit sont issus de la production locale de multinationales étrangères. Aujourd'hui l'Espagne se trouve confrontée à plusieurs problèmes:

- un secteur traditionnel 2 fois plus lourd que dans le reste de la CEE, qui la contraint à restructurer (phase qui est loin d'être terminée; la sidérurgie espagnole perdait encore de l'argent en 89, était encore morcelée entre plusieurs sociétés).*

- des secteurs plus capitalistiques fortement déficitaires ou dominés par les étrangers.*

Quelle leçon tirer d'une telle expérience ? On pourrait penser à première vue que le problème ne se pose que dans une deuxième phase de développement. En effet, au cours de la phase initiale se développent surtout les secteurs à forte intensité de main d'oeuvre, qui bénéficient de coûts salariaux inférieurs à ceux des pays plus en avance économiquement. C'est ainsi que se mettent en place le plus souvent les industries du textile et de l'habillement, du cuir et de la chaussure.

Il faut certes s'appuyer sur ces secteurs qui génèrent les capitaux indispensables à la poursuite du développement, mais il faut préparer parallèlement la mise en place d'industries plus capitalistiques, indispensables à un développement équilibré et durable.

Les risques sont nombreux car la tentation est grande de laisser se développer les industries de main d'oeuvre qui procurent des revenus et consomment peu de technologie étrangère. Cependant, si ce type d'industrie augmente démesurément, la main d'oeuvre disponible sera vite absorbée, ne permettant plus de mettre en place d'autres industries. De plus, la course au développement fait qu'un autre pays plus en retard disposera un jour d'avantages plus importants en termes de coût salariaux. Enfin, il convient d'éviter les difficultés liées à une nécessaire restructuration de ces industries grosses consommatrices de bras, si elles sont devenues pléthoriques.

Pour assurer le développement des secteurs peu consommateurs de main d'oeuvre l'Espagne a fait appel aux étrangers. On en mesure aujourd'hui les conséquences. Il existe d'autres techniques de développement. L'Industrialisation par Substitution des Importations (qu'avait tenté Franco pendant l'autarcie), mis en oeuvre au Brésil, ou la remontée des filières (techniques dites des "industries industrialisantes"), mise en oeuvre à partir des industries textiles en Corée.

LECON 4

DU BON USAGE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Les investissements étrangers en Espagne ont joué un rôle important dans la première phase de développement du pays (années 60) et un rôle moteur dans la seconde (années 80). Les espagnols ne devaient certes pas refouler ces investissements, mais peut-être auraient-ils dû anticiper davantage l'avenir de leur économie en le préparant mieux. Nous avons montré en effet combien ces investissements ont à la fois un rôle essentiel dans le développement de l'Espagne, mais aussi leurs conséquences négatives:

- *l'aggravation des déséquilibres régionaux*
- *une industrie espagnole de sous-traitance, avec des entreprises de faible taille*
- *des secteurs dominés par le capital étranger*
- *l'absence de préoccupation pour la technologie. On a toujours compté sur la technologie apportée par les étrangers, et l'on a peu pratiqué le transfert de technologie.*

Ces derniers éléments placent l'économie espagnole dans un état de vulnérabilité et de dépendance vis-à-vis de l'étranger, qui à l'heure où l'Espagne doit entrer dans une nouvelle phase de développement plus endogène, hypothèque sérieusement ses chances de réussite.

Quelle leçon tirer de cette expérience? Les investissements industriels peuvent avoir des effets positifs comme des effets négatifs. Parmi les effets positifs, citons le rôle stimulant des filiales de groupes étrangers qui peuvent par le biais de transfert de technologie irriguer le tissu industriel local. Il ya aussi un effet structurant des branches et même des secteurs industriels autour de sociétés, se situant parmi les meilleures à l'échelon international, qui transmettent leurs techniques de gestion auprès de leurs sous-traitants. Inversement, les investissements étrangers peuvent être cause de nombreux déséquilibres tant sectoriels (on ne développe pas certains secteurs) que régionaux.

En tout état de cause, il n'est pas question de renoncer aux investissements étrangers, source de développement essentielle. Mais il faut veiller:

- à ne pas brader son économie.
- à contrôler et sélectionner les investissements, afin d'éviter la création de déséquilibres régionaux ou sectoriels
- à "profiter" de ces investissements en pratiquant le transfert de technologie, et la stimulation du tissu industriel local.

Ce sont des objectifs qu'il est difficile de réaliser tant il est tentant d'attirer coûte que coûte les investissements, alors même que ceux-ci ont le choix entre diverses opportunités et qu'ils prendront leur décision en fonction des facilités consenties, et du contexte économique et social. On imagine facilement que de nombreux industriels auraient renoncé à s'installer sur le territoire espagnol s'ils avaient dû s'implanter en Extrémadure ou dans toute autre région déshéritée.

LEÇON 5

LES REFORMES STRUCTURELLES, CONDITION SINE QUA NON D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cas de l'Espagne, les réformes de structure ont toujours été négligées, pour diverses raisons: dans les années 60, c'est à dessein que toute transformation structurelle est stoppée car il s'agit de maintenir un pouvoir dictatorial en place; dans les années 80, de nombreuses réformes ont été engagées, concernant notamment le marché du travail, la protection sociale, la fiscalité, les reconversions industrielles, mais dans la plupart des domaines l'action entreprise est faible ou nulle: il reste de très lourdes rigidités dans le marché du travail (le licenciement, notamment, est très difficile), la protection sociale reste faible, la question régionale n'est pas stabilisée (le mode de compensation est provisoire, le partage des compétences entre état et région n'est pas figé), le système judiciaire est perfectible, de même que le système de santé (mauvaise qualité des hopitaux), enfin on a suffisamment montré la faiblesse du système d'éducation-formation.

Jusqu'à présent l'Espagne a su se développer malgré ces faiblesses; mais elle arrive aujourd'hui à une phase où les aspects structurels deviennent cruciaux et vont la gêner dans son développement futur.

Quelle leçon tirer de cette expérience? Il est indispensable de prendre en compte les aspects structurels, facteur de cohésion, et atouts essentiels d'un développement durable, dès les premiers instants du développement, au risque de prendre un retard que l'on paiera par la suite, lorsqu'il faudra poursuivre soi-même l'essor. Il s'agit là d'un objectif difficile, car devant la somme de difficultés auxquelles un Gouvernement est confronté pendant une phase de transition vers une économie de marché, on n'a ni le temps ni les moyens de s'intéresser de près aux structures. C'est en se fixant des objectifs à long terme que l'on pourra assurer un développement durable et équilibré.

LECON 6

METTRE EN OEUVRE UNE POLITIQUE REGIONALE OU RISQUER LA DECOHESION DE LA SOCIETE

Le cas de l'Espagne est très particulier car la question régionale espagnole est non seulement économique mais encore politique.

Il existe dans quelques régions, la Catalogne, le Pays Basque et la Galice, une véritable conscience régionale avec un très fort sentiment d'appartenance ethnique, culturelle, historique à un groupe distinct des populations des régions voisines. Pour ces raisons, donner leur autonomie à ces régions était la condition sine qua non de stabilité politique à long terme, une manière d'asseoir la démocratie.

Les problèmes politiques ne sont pas pour autant résolus, comme le démontre l'impuissance du gouvernement à mettre fin au terrorisme d'origine basque.

Au niveau économique, l'accession à l'autonomie de chacune des régions a accentué la mise en lumière des disparités économiques existant entre les régions.

Ces disparités sont déjà anciennes comme le démontre cet extrait du journal de voyage que F. Le Play rédige en 1833 : "cette étendue considérable, qui comprend la majeure partie de l'Estrémadure, l'extrémité occidentale de la Manche et les parties septentrionales des provinces de Cordoue et Séville, n'a que très peu participé, sous le rapport des améliorations matérielles, aux progrès qui ont été faits, ces derniers années, dans les autres provinces de la Péninsule."

Les régions les plus riches sont mécontentes de "subventionner" les régions les plus pauvres. Les régions les moins favorisées se considèrent comme les oubliés du développement. Ces disparités régionales soulèvent de toutes parts rancœurs et jalousies qui risquent de compromettre la cohésion de la société et à terme le consensus national.

L'Espagne n'a pas mis en place de véritable politique régionale en dehors d'un fonds de compensation interrégional (qui mécontente tout le monde, les uns pensant qu'il est trop lourd à supporter, les autres qu'il intervient sur des sommes infimes) et de la définition de ZUR (Zones d'Urgente Réindustrialisation) sur le territoire desquelles les industriels étrangers ont intérêt financièrement à venir s'implanter.

Quelle leçon tirer de l'expérience espagnole ? Il importe de se préoccuper au plus tôt des questions régionales, surtout si aux disparités économiques

s'ajoutent un problème politique. Les deux aspects sont d'ailleurs liés dans la mesure où tout déséquilibre économique peut être vécu comme une discrimination politique. On doit donc s'attacher très tôt à conférer aux entités régionales une autonomie suffisante, mais le Gouvernement central doit conserver des moyens d'interventions lui permettant de réaliser ses objectifs, notamment en matière d'éducation, de Justice, de protection sociale, ... Il faudra alors s'attacher aux disparités économiques. En la matière il existe peu d'exemples à suivre, dans la mesure où les déséquilibres reposent souvent sur des inégalités structurelles que n'importe quelle intervention ne parviendra pas à gommer. Celà dit on pourra s'attacher à éviter que n'augmentent les écarts, en maintenant les populations, au travers d'infrastructures satisfaisantes, d'une régulation des implantations industrielles (notamment les investissements étrangers), enfin de la mise en valeur d'atouts spécifiques (tourisme, par exemple).

LEÇON 7

OBTENIR LE CONSENSUS, ECONOMIQUEMENT OU POLITIQUEMENT

Le cas espagnol est extrêmement spécifique en matière sociale comme nous l'avons signalé plus haut, car le calme relatif s'explique par le contexte politique à la fois coercitif et laxiste sur les salaires, par un chômage masqué par l'émigration. Cela dit on peut remarquer aussi que dans les années 60 la population espagnole trouve dans son enrichissement une motivation. Il s'agit de pouvoir disposer de sa première voiture, et l'ensemble des interlocuteurs que nous avons rencontrés, et qui ont vécu cette période nous ont fait part de leur ardeur au travail, du fait de cette motivation.

Quelle leçon tirer de cette expérience ? Une transition d'une économie fermée à une économie de marché est source de chômage et d'inflation. Elle risque donc d'être très mal vécue socialement; et c'est pourquoi la recherche du consensus est difficile; comment motiver la population ?

On recherchera une motivation économique: il s'agit d'acheter le consensus, en mettant rapidement en place un système de protection sociale efficace, notamment une assurance chômage, en mettant en avant les attraits de la société de consommation et peut-être en rendant progressif l'accès à la vérité des prix;

On pourra trouver des motivations politiques en invoquant le prix à payer pour l'accès à un régime démocratique: les Polonais ont ainsi accepté une baisse de 40% de leur pouvoir d'achat; dans le même ordre d'idée, les Allemands de l'Est se disent prêts à des sacrifices, prix de la réunification.

LEÇON 8

DES ATOUTS A PRIORI MARGINAUX PEUVENT AVOIR UN IMPACT DECISIF.

Dans le cas de l'Espagne, on sait que le tourisme fut une source de revenus essentielle, et en compensant jusqu'à 80% du déficit commercial des années 60, a permis l'essor de l'Espagne dans ces années-là.

Quelle leçon tirer de cette expérience ? C'est l'importance considérable que peuvent prendre, au sein d'un processus de développement, des atouts que l'on aurait pu considérer comme marginaux: tourisme, situation géographique, spécialisation industrielle ou commerciale,...

De manière générale il convient de souligner qu'il n'existe pas *un seul* modèle de développement; bien au contraire, chaque candidat à l'accès à une économie de marché se doit de trouver sa propre voie, mettant en avant ses avantages spécifiques. Il serait vain de tenter d'imiter en la matière.

LEÇON 9

PATIENCE...

Cette dernière leçon constitue notre message de conclusion; la transition économique de l'Espagne peu paraître extrêmement rapide; s'il est vrai qu'un changement des structures de production, l'ouverture des frontières aux capitaux et marchandises, peuvent être accomplis assez rapidement, la mise à niveau définitive de l'économie correspondante par rapport à celles des voisins est une tâche de longue haleine, car

- d'une part elle exige des réformes structurelles de long terme, permettant de passer d'une phase de développement piloté par l'étranger qui profite de la faiblesse économique du pays (marché à créer, coûts salariaux réduits), à une phase plus endogène fondée sur les ressources propres de l'espace économique,

- d'autre part elle réclame de manière évidente le maintien d'un écart de croissance par rapport aux partenaires, durable et significatif (un écart de croissance de 1% de l'Espagne par rapport à la CEE lui permettrait d'atteindre un niveau de vie équivalent à 85% de celui de ses voisins en 2012). Or il est notablement très difficile de maintenir un tel écart. Nous en voyons les effets pervers en Espagne: inflation, surconsommation, risque de surchauffe.

ANNEXES

ANNEXE 1

LISTE DES PERSONNALITES RENCONTREES

Au cour de notre étude nous avons rencontré les personnalités dont les nom et qualité suivent: nous les avons placé ici dans l'ordre chronologique de l'entrevue qu'il nous aurons accordée. Que tous trouvent ici de nouveau l'expression de notre sincère reconnaissance.

M. VILA s'occupe des régions d'objectif 2 (régions d'industrie traditionnelle nécessitant reconversion) au FEDER à Bruxelles

M. ANDRE dirige le programme du FEDER pour les régions d'objectif 1 (régions en retard économiquement) à Bruxelles

M. EDIN, de l'Institut Français de Relations Internationales, a dirigé la rédaction du rapport RAMSES 90 consacré à l'Espagne.

Mme BERNIAUD, est chargée, au sein du ministère des Relations Extérieures, des relations franco-espagnoles.

M. TAILLEPIED, suit, au sein de la Direction de la Prévision du Ministère de l'Economie et des Finances, la conjoncture espagnole.

M. GARCIA travaille à la BBV (Banco de Bilbao Vizcaya) à Paris.

M. BRIMONT est chargé du programme "TAV" (Tren de Alta Velocidad) au sein de la Société Alstom Atlantique

M. BENNASSAR, Historien, enseigne à l'Université de Toulouse Montmirail. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'Espagne

M. CARLIER est Directeur Général de la Division Internationales de Schlumberger Industries, et a dirigé dans le passé la Compañía de Contadores, filiale espagnole de Schlumberger Industries.

Mme LOPES DIAS est en charge de la Division Espagne au sein de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) à Luxembourg.

M. CREMADES est avocat d'Affaires aux barreaux de Paris et Madrid

M. GUZMAN, est le représentant du ministère de l'Industrie espagnole en France, et est membre de la représentation de l'Espagne auprès de l'OCDE.

M. RODRIGUEZ est Secrétaire Général de la Chambre de Commerce Espagnole à Paris

M. PIGEOT est chargé au sein de la Direction Générale de PSA, du suivi de la filiale espagnole Peugeot Talbot España

M. BENARD est chargé au sein de la Direction de la Société Générale, du suivi de la filiale espagnole, Société Générale de Banque en Espagne

M. CALDAIROU est chargé au sein de la Direction de la BNP, du suivi de la filiale espagnole, BNP ESPAÑA

M. PUJOL est président de la Generalitat de Catalunya (Autonomie de Catalogne)

M. CAILLAUD est Directeur Gérant de Peugeot Talbot España

M. KINDELAN est Directeur du Conseil d'Administration de l'Ecole des Mines de Madrid

M. MICHAVILA, est Directeur de l'Ecole des Mines de Madrid

M. STAHL est Gérant de la FASA RENAULT

M. REINA dirige le Département "Macroéconomie et Volumes" au sein de la Direction de la Planification de la FASA

M. MORRONDO est Secrétaire Général au sein de la Gérance de la FASA

M. GABRIEL est Directeur Industriel de la FASA

M. FERNANDEZ DE SEVILLA en est le Directeur des Ressources Humaines

M. MOLINAS travaille au Service de Planification du ministère de l'Economie et des Finances espagnol.

M. RUIZ est Directeur de programme au sein du ministère de l'Economie et des Finances espagnol.

M. LLOPART est Directeur Général de COFIR, filiale espagnole de CERUS

M. GOMEZ SIERRA occupe au sein de Valeo España, les fonctions de Directeur General.

M. RUPEREZ est député du parti d'opposition "Partido Popular".

M. HERRERO est Directeur des Etudes et du Contrôle de Gestion au sein de ENSIDESA (Sidérurgie Espagnole)

M. TAMAMES est économiste. Il dirige la rédaction de l'Anuario El Pais.

M. UGALDE est Directeur des Ventes chez Acenor (Sidérurgie)

M. EIZAGUIRRE est Gérant de la Société Ederlan (Groupe FAGOR).

M. YVORRA est Délégué Général de la Foire Internationale de Bruxelles pour l'Espagne.

M. ALVEZ, journaliste, collabore notamment aux Echos.

M. ELIO est Directeur Général de la Générale Bank (Banque Belge)

M. ESPADAS est sous-directeur de la Direction Générale de l'Economie de l'Autonomie de Castille Leon

M. RAMIREZ est directeur "Première monte" de la Société Tudor (fabrication d'accumulateurs)

M. SCHWARTZ, ancien député, occupe aujourd'hui les fonctions de Directeur Général de la Société Iberagentes (Conseil financier)

M. GOBIL est Directeur Général de GOSAG, et vice-président de la Chambre de Commerce Française à Madrid.

M. SANGUY dirige l'activité Informatique de Sagem Espagne.

M. PONTAL est Directeur Général de PRYCA, filiale espagnole de Carrefour

MM. FERNANDEZ et BECQUER sont professeurs d'Economie à l'Université Autonome de Madrid

Mme VIRGILI fut Ministre de l' Education Nationale avant de prendre en charge la Casa de España à la Cité Universitaire à Paris.

M. DE NADAILLAC, Directeur Intenational de Saint-Gobain, fut président de la Chambre de Commerce Française à Madrid.

M. PRADERIE est Directeur des Ressources Humaines de la Régie Renault.

ANNEXE 2

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons trouvé dans les ouvrages suivants une source d'idées, d'informations utiles et stimulantes:

1) Concernant l'Espagne, nous avons consulté les ouvrages suivants:

Economía Española, par Delgado, Ed. Espasa Calpe, est l'ouvrage de référence sur l'histoire du miracle espagnol, et la situation économique actuelle du pays.

Le Rapport Ramses 90, écrit sous la direction de Thierry de Montbrial, Ed. Dunod établit un bilan détaillé de 30 ans d'évolution espagnole, sur le plan économique, mais aussi social, culturel, etc.

Informe Económico 88 du BBV, ouvrage annuel de statistiques sur l'Economie Espagnole, constitue sans doute une des sources les plus fiables sur le sujet

Economía Española 64-87, par Mochon, Ed. Mc Graw Hill

España Oculta, la Economía Sumergida, par de Miguel, Ed. Espasa, décrit les divers aspects de l'économie souterraine espagnole.

L'Espagne, de la mort de Franco à l'Europe des 12, par Goulémot, Ed Minerve, tente de placer l'évolution économique de l'Espagne dans une perspective historique.

L'Espagne de l'Immobilisme à l'essor, par Bennassar constitue une tentative passionnante de recherche des racines historiques du retard actuel de l'économie espagnole

L'Economie de l'Espagne, par Drain, coll. Que sais-je? est un intéressant point de départ

L'Espagne au XXème Siècle, par Hermet, Ed. PUF

La Economía Española en el Siglo XX, par Nadal, Ed. Ariel

Historia de España, la Era de Franco, par Tamames, Ed. Alianza offre un témoignage essentiel d'un des meilleurs économistes espagnols, qui de plus joua un rôle actif durant ces dernières années

Una historia del INI, par Schwartz, Ed. Technos décrit avec précision la nationalisation de l'économie espagnole.

Espagne 88, rapport de l'OCDE.

Las PYMEs en España, ouvrage du BBV, décrit le tissu de PME en Espagne.

La Inversión en España ouvrage du BBV, dresse un bilan de l'investissement en Espagne et notamment de l'investissement étranger.

2) Nous avons établi nos comparaisons avec l'étranger grâce à l'ouvrage de la collection **Que sais-je consacré à l'Economie de l'Italie**, ainsi qu'au livre **Espagne et Portugal des Editions Bréal**

3) Au sujet de la question régionale, on trouvera dans l'ouvrage **Restructuration Régionale, de l'OCDE**, un intéressant bilan des diverses politiques mises en oeuvre dans les pays occidentaux.

4) Concernant enfin la théorie de la régulation, et la question du développement, nous avons consulté

l'Economie du Développement, par Bourseul, coll. Coursus

**La théorie de la régulation, une analyse critique, par Boyer, Ed. La
Découverte**

Capitalismes Fin de Siècle, par Boyer, Ed. PUF

La Flexibilité du travail en Europe, par Boyer, la Découverte.

ANNEXE 3

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN CASTILLE-LEON

Le développement industriel en Castille-Leon constitue une illustration éclatante du problème régional en Espagne. La Castille-Leon est l'une des autonomies espagnoles. C'est l'une des plus grandes (20% du territoire), l'une des plus vides aussi (densité 27 h/km², à comparer à une moyenne de 80). La région est pauvre: le revenu moyen correspond à 75% de la moyenne nationale. Essentiellement agricole, la région dispose de quelques pôles de développement industriel: Valladolid (avec Renault), Burgos, León.

Le statut d'Autonomie a conféré aux instances régionales une grande part des compétences en matière de développement industriel. L'Etat espagnol conserve ses prérogatives en ce qui concerne des projets dépassant un certain montant (15 M Ptas).

L'Autonomie dispose d'une structure tout-à-fait comparable à nos DRIR puisqu'on s'y occupe à la fois de tâches de contrôle (contrôle technique, environnement), et d'aide à l'industrie (développement industriel, aide à la technologie); la seule différence réside dans le fait que chaque aspect est personnellement dirigé par un sous-directeur.

La Castille-Leon dispose de peu d'atouts: un tissu industriel faible, un retard considérable dans les infrastructures, qui risque de s'accroître à cause d'une densité de population très faible. La région elle-même connaît de très grandes disparités: si certaines provinces connaissent une relative prospérité (Valladolid), d'autres sont en voie de désertification (Soria compte moins de 10 h/km²). Enfin la région souffre de la proximité de Madrid qui entraîne une fuite des compétences vers la capitale. Elle doit aussi s'accommoder d'un esprit castillan, peu enclin au développement des aspects techniques, aux initiatives de manières générales.

Consciente de ses faiblesses, la région a délibérément choisi de négliger certaines provinces (telles Soria, Avila), et d'assurer un développement de noyaux: Valladolid, Leon, Burgos.

Les moyens d'action, outre les traditionnelles aides financières, comprennent aussi une série de procédures fiscales et une politique de communication dynamique.

Les faiblesses liées à l'aspect régional apparaissent clairement: la région est nouvelle, et entre en concurrence, notamment pour l'investissement étranger, avec des régions beaucoup plus expérimentées telle la Catalogne, bien plus au fait des procédures et moyens à mettre en oeuvre pour assurer un bon développement industriel, et qui de plus disposent au départ d'atouts supplémentaires (tradition industrielle, tissu local efficace, bonnes infrastructures). Il n'est même pas possible de l'allier aux autres régions "pauvres" pour mettre en commun les moyens, les expériences, car chaque Autonomie entre en concurrence avec les autres pour recevoir du Gouvernement Central les moyens d'intervention. Enfin, la région doit lutter contre une certaine absence de conscience régionale qui provoque la fuite des compétences, l'indifférence des industriels pour la promotion de leur région, etc.

LA POLITIQUE DE PROMOTION DE L'AUTONOMIE DE CASTILLE
LEON: COUVERTURE DE LA BROCHURE DE PRESENTATION DE
LA REGION



Junta de Castilla y León

**CASTILLA Y LEON
THE BEST PLACE
TO START UP
YOUR BUSINESS
IN SPAIN**

ANNEXE 4

QUELQUES DONNEES CHIFFREES

On trouvera ci-dessous des données concernant:

- 1) l'évolution du PIB par tête;*
- 2) l'évolution de la structure du PIB;*
- 3) l'évolution de l'investissement étranger;*
- 4) l'évolution du chômage;*
- 5) l'état des déséquilibres régionaux;*
- 6) l'évolution de l'inflation;*
- 7) l'état du secteur bancaire.*

1) LE PIB PAR TÊTE: VERS LE RATTRAPAGE

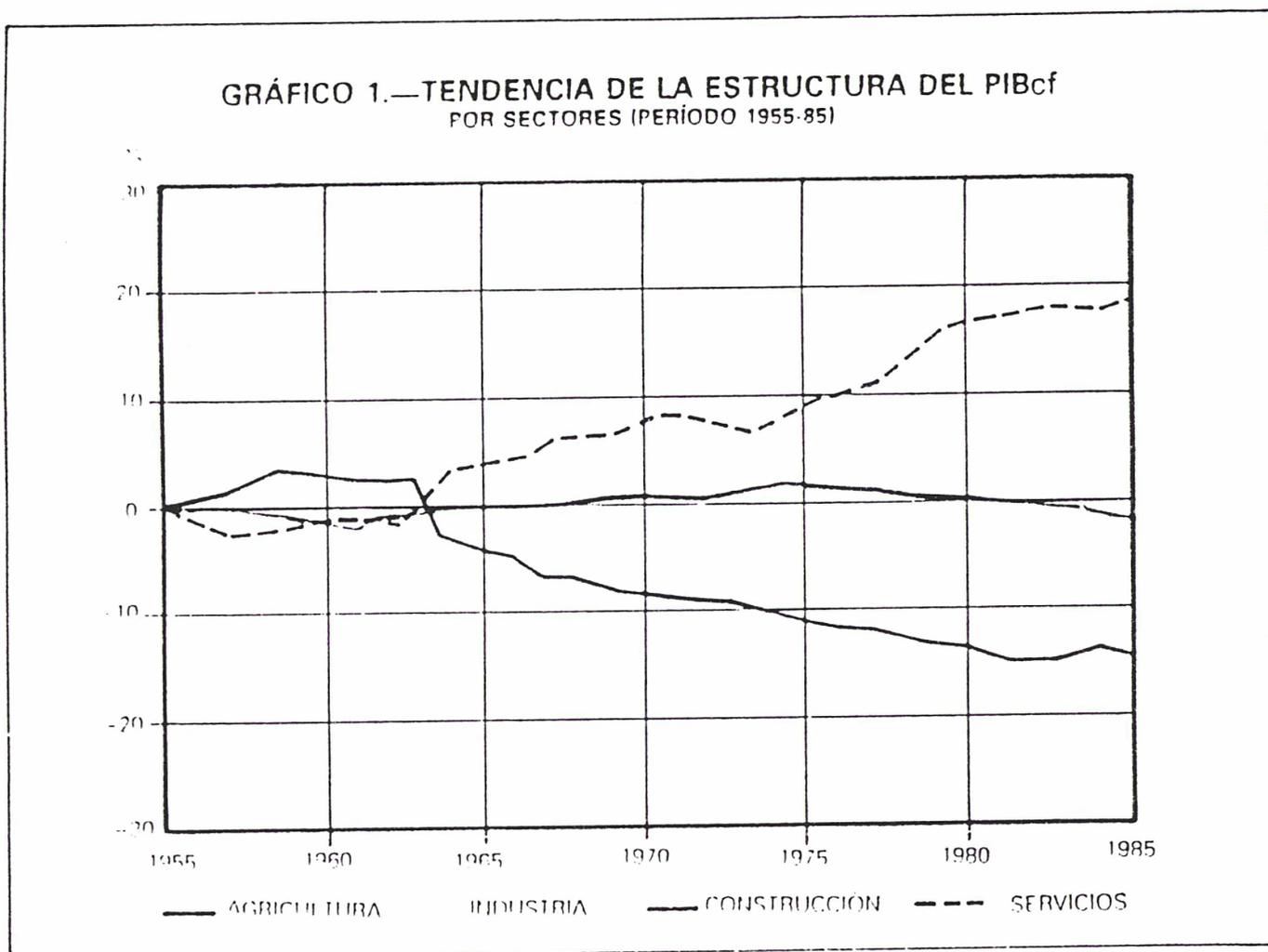
Le tableau suivant propose une comparaison entre les PIB par tête, en France et en Espagne. Le phénomène de rattrapage engagé montre ses effets, surtout à partir de 87.

	ESPAGNE	FRANCE	%ESP/FRA
83	4078	9580	42
84	4105	9109	45
85	4315	9545	45
86	6000	13309	45
87	7631	16050	47
88	9000	17290	52
89	9657	16800	57

PIB par tête en Mds \$

2) LA STRUCTURE DU PIB DEPUIS 60: LA MONTEE EN PUISSANCE DES SERVICES

Le graphique suivant montre l'évolution de la structure du PIB espagnol en fonction des secteurs. Il apparaît clairement que c'est au sein du secteur des services que sont générés les gisements de croissance.



3) L'INVESTISSEMENT ETRANGER: UNE PROGRESSION SPECTACULAIRE, UNE EVOLUTION VERS LES SERVICES

Les tableaux suivants montrent la très forte poussée de l'investissement étranger depuis 3 ans, la domination des pays européens dans le domaine, ainsi que la tendance massive vers le secteur des services. A noter qu'en 89, l'investissement direct *espagnol à l'étranger* est de 280 Mds Pts.

A-INVESTISSEMENT ETRANGER DIRECT EN ESPAGNE

86	400
87	727
88	849
89	1247

en Mds Pts

B-ORIGINE DES INVESTISSEMENTS

Classement des pays investisseurs en Espagne en 89

PAYS-BAS	20 % de l'investissement total
FRANCE	18%
R.U.	15%
SUISSE	9%
RFA	8%

C-REPARTITION PAR SECTEUR

	87	89
Chimie/Metall.	28%	12%
Ind. Manuf.	24%	27%
Finance, Services	24%	37%

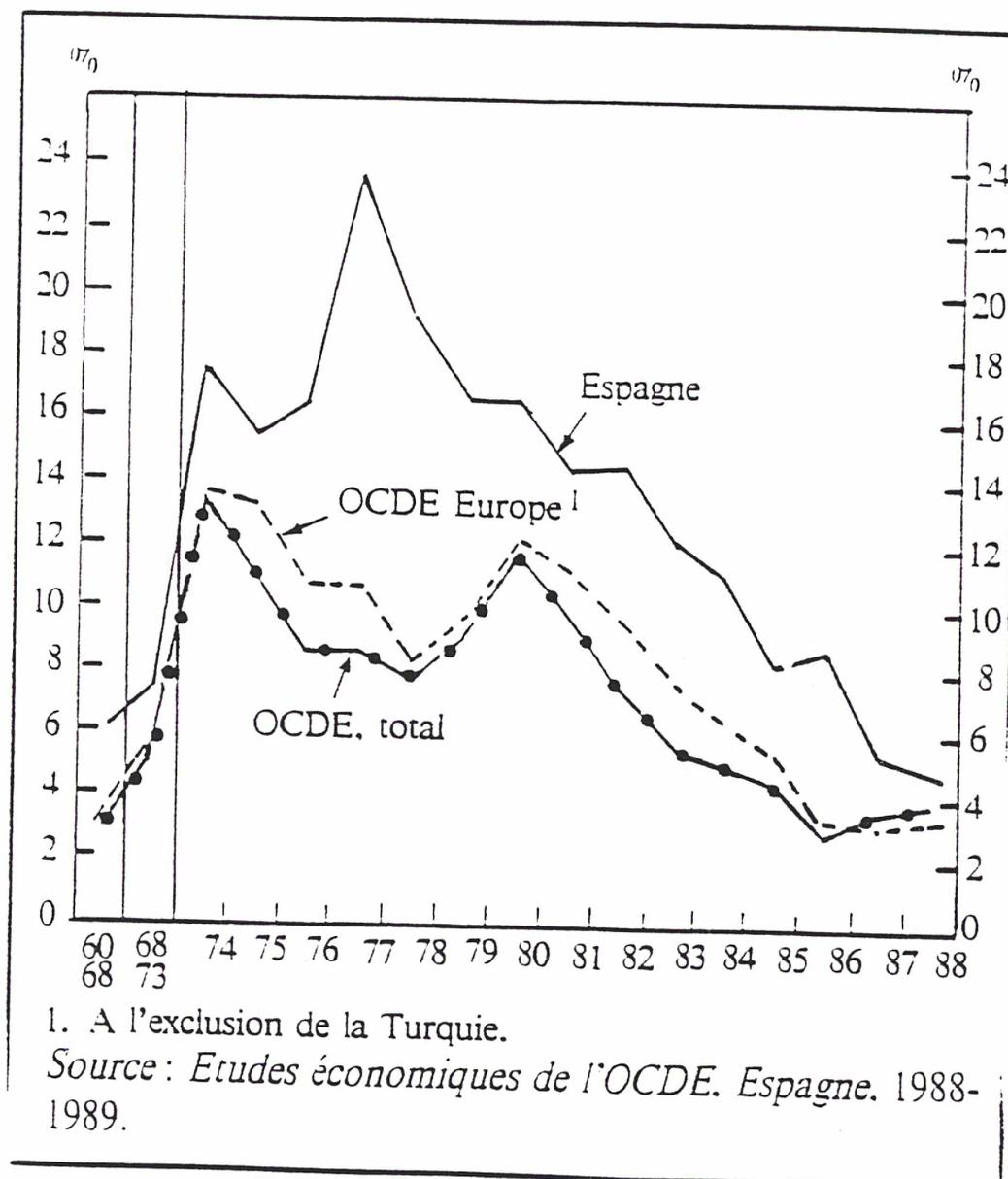
5) LES DESEQUILIBRES REGIONAUX: DES ECARTS IMPRESSIONNANTS

Le tableau suivant permet de constater que le revenu par tête de la première région (Madrid) correspond à plus du double de celui de la plus pauvre (Estrémadure).

	Produit intérieur brut ¹ (en pesetas courantes)		Revenu net per capita ² (en pesetas courantes)	
	1977	1985	1977	1985
Catalogne	1 722 567 (1)	5 379 082 (1)	69 540 (3)	790 883 (3)
Madrid	1 410 325 (2)	4 567 038 (2)	294 480 (1)	<u>887 536</u> (1)
Andalousie	1 075 321 (3)	3 469 734 (3)	154 273 (16)	460 446 (16)
Valence	811 178 (4)	2 840 021 (4)	211 521 (9)	670 657 (9)
Pays Basque	647 423 (5)	1 728 522 (5)	272 148 (2)	693 998 (5)
Castille-Léon	530 548 (6)	1 681 133 (6)	190 984 (11)	560 670 (11)
Galice	502 685 (7)	1 637 930 (7)	170 265 (12)	500 622 (14)
Castille-Manche	304 599 (8)	932 055 (10)	165 270 (15)	471 535 (15)
Aragon	291 205 (9)	958 388 (9)	224 349 (8)	683 381 (7)
Asturies	263 761 (10)	777 861 (11)	208 916 (10)	604 634 (10)
Canaries	256 974 (11)	980 834 (8)	169 374 (13)	552 929 (12)
Murcie	177 324 (12)	609 609 (13)	167 711 (14)	519 350 (13)
Baléares	176 058 (13)	722 576 (12)	250 996 (4)	867 997 (2)
Estrémadure	150 278 (14)	515 623 (14)	130 238 (17)	<u>415 976</u> (17)
Navarre	129 442 (15)	410 244 (15)	240 105 (5)	690 401 (6)
Cantabrie	119 224 (16)	372 023 (16)	225 651 (7)	680 044 (8)
Rioja	59 254 (17)	206 130 (17)	229 890 (6)	698 057 (4)

6) L'INFLATION: VERS UNE MAITRISE DE LA HAUSSE DES PRIX

Le graphique suivant montre la spectaculaire réduction du différentiel d'inflation entre l'Espagne et l'OCDE, à partir de 78.



7) LE SECTEUR BANCAIRE: UNE IMPLICATION FORTE DANS LA VIE ECONOMIQUE, MAIS UN SYSTEME INEFFICACE (ET POURTANT RENTABLE)

Les tableaux suivants montrent, d'une part la forte implication du secteur bancaire dans la vie économique, d'autre part l'inefficacité du système (une pléthore d'agences, de taille réduite, des frais de gestion élevés). Pourtant grâce à des taux élevés, la rentabilité des banques espagnoles est excellente; elles sont à l'échelle européenne, de petite taille.

A-LE POIDS DANS L'ECONOMIE

Participation du secteur financier au PIB en 89

Espagne	6,4%
RFA	5,4%
France	4%

B-UN SECTEUR INEFFICACE

	Espagne	France	Allemagne
hab/guichet	1200	2600	1900
employés/guichet	7	18	---
frais de gestion/actif	3,25%	2,1%	1,7%

C-GRACE A DES TAUX ELEVES, UN SECTEUR RENTABLE

Différentiel de taux prêts/dépôts

Espagne	France	Allemagne
6,1%	5,1%	5,2%

Comparaison BNP-BBV(1ère banque espagnole)

	Actif	Bénéfice	Capital	
BNP	196	0,87	5,5	
BBV	63	1,1	4,1	en Mds \$

ANNEXE 5

QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE "INVESTISSEURS ETRANGERS"

ENQUETE "OU VA L'ESPAGNE ?"
ENCUESTA "¿ ADONDE VA ESPAÑA ?"

QUESTIONNAIRE
LISTA DE PREGUNTAS

Ce questionnaire se divise en 2 parties: la première est consacrée au développement de l'Espagne depuis les années 60, et à ses diverses explications. La seconde concerne l'avenir de l'Espagne. La forme des questions est volontairement ouverte, vous permettant de répondre le plus librement possible.

Esta lista de preguntas se divide en 2 partes: la primera trata del desarrollo de España desde los años 60, y de sus explicaciones. La segunda trata del futuro de España. Hemos elegido la forma de preguntas más abierta, para que pueda contestar lo más libremente posible.

QUESTIONS PRELIMINAIRES - PREGUNTAS PREVIAS

1) Poste au sein de l'Entreprise - Puesto de trabajo dentro de la empresa

|
|
|

2) Depuis quand l'entreprise est-elle implantée en Espagne ? - ¿ Desde cuando esta establecida la empresa en España ?

|
|
|

3) Taille de l'entreprise en Espagne (C.A., Personnel) - Tamaño de la empresa (Cifra de Negocios, personal).

|
|
|

4) Secteur d'activité de l'entreprise. A combien estimez-vous la part du secteur détenue par des entreprises à capitaux étrangers. - Sector de actividad de la empresa. ¿ Cual es según Ud, el peso, dentro del sector, de las empresas con capital extranjero ?

|
|
|
|

PREMIERE PARTIE: POURQUOI LE MIRACLE ESPAGNOL ? - PRIMERA PARTE: ¿ PORQUE EL MILAGRO ESPAÑOL ?

4) L'Espagne a connu dans les années 60 un développement sans précédent, qui trouve son origine dans le plan de stabilisation de 59. Divers facteurs ont été déterminants dans ce développement: l'apport de capitaux étrangers, de nouvelles technologies, revenus des émigrés, le tourisme, l'action des élites, la volonté populaire, un "dynamisme technique", l'abondance de la main d'oeuvre, le contexte économique mondial. Quelle est votre interprétation du décollage de l'Espagne ? Quels sont parmi ces facteurs (ou d'autres), ceux qui auront joué le plus grand rôle dans le décollage de l'Espagne ?

España conoció en los años 60 un desarrollo impresionante, cuyo origen es el Plan de Estabilización del 59. Varios factores fueron determinantes de cara a este desarrollo: la inversión extranjera, la importación de nuevas tecnologías, la renta de los emigrantes, el turismo, los elites, la voluntad popular, el "dinamismo técnico", una reserva de mano de obra, el contexto económico internacional. Cual es su interpretación del desarrollo de España ? ¿ Cuales son dentro de estos factores (u otros), los que jugaron el papel más grande en el crecimiento de España ?

5) De même, à partir de 1985, l'Espagne connaît une croissance extrêmement forte. Là encore on invoque l'intervention des étrangers (capitaux, technologies, savoir-faire), la reconversion industrielle, etc. Pour ce que l'on appelle parfois le "2ème Miracle", quels sont les facteurs les plus déterminants ?

Igualmente, a partir del 85, España conoce un crecimiento muy fuerte. En este caso tambien, se refiere al papel del extranjero (capital, tecnología, "know-how"), la reestructuración industrial, etc. ¿ Cuales fueron los factores más determinantes de este "Segundo milagro" ?

SECONDE PARTIE: OU VA L'ESPAGNE ? - SEGUNDA PARTE: ¿ADONDE VA ESPAÑA ?

11) Quels sont aujourd'hui et d'ici quelques années les avantages comparatifs et les handicaps de l'Espagne, pour un investisseur étranger (le marché, le coût de la main d'oeuvre, sa qualité, le dynamisme de la population, sa jeunesse, la qualité de l'encadrement (formation, capacité d'adaptation), le tissu industriel, les rigidités du marché du travail) ?

¿ Cuales son hoy y dentro de unos años, las ventajas comparativas y las dificultades de España para un inversor extranjero (el mercado, el coste laboral, la calidad de la mano de obra, el dinamismo de la población, su juventud, la calidad de los ejecutivos (formación, capacidad de adaptarse) el tejido industrial, la rigidez del mercado laboral) ?

12) Comment voyez-vous l'évolution (en volume, répartition sectorielle et géographique, provenance) de l'investissement étranger en Espagne face à d'autres opportunités (nouveaux pays industrialisés, l'Est) ?

¿ Como ve Ud la evolución (en término de volumen, reparto por sector y por zona geográfica, y procedencia) de la inversión extranjera en Espana frente a otras oportunidades (nuevos países industriales, Europa del Este) ?

13) Comment peut-on qualifier l'action du Gouvernement espagnol ? en particulier on le dit *opportuniste*, sans dessein pour son pays, mais tirant partie des avantages comparatifs et du contexte international favorable. Qu'en pensez-vous ? - ¿ Como se podría definir la política del Gobierno Central ? Se dice que tiene una actitud oportunista, aprovechando de las ventajas comparativas del país, y del contexto internacional, sin tener un proyecto a largo plazo. ¿ Que opina de esto ?

14) Quelle sera selon vous l'évolution de l'Espagne au niveau

- *regional* : les déséquilibres économiques vont-ils s'accroître ? l'évolution politique espagnole vers davantage de compétences régionales contient-elle des risques ?
- *social* : quel type de relations se développera avec les syndicats ? Existe-t-il des risques d'agitation sociale ?

¿ Como ve Ud la evolución de España a nivel :

- *regional* : ¿ se ampliarán los desequilibrios económicos ? ¿ conlleva la evolución política hacia más competencias regionales algunos riesgos ?
- *social* : ¿ que tipo de relación se desarrollará con los sindicatos ? ¿ existen hoy riesgos de agitación social ?

15) L'Espagne parviendra-t-elle au niveau de développement des pays les plus avancés de la CEE ? Pouvez-vous définir d'une phrase l'Espagne de demain (Espagne des services, économie périphérique, colonisée par l'étranger...) ?

¿ En general, podrá España alcanzar el nivel de desarrollo de los países más avanzados de la CE ? ¿ Podría definir en una fórmula a la España de mañana (España de los servicios, economía periférica, controlada por el extranjero...) ?

